



Le galopin

Un petit journal qui ne respecte rien !
Série internet – N°255 14 juin 2021

Et je m'en vais...

La chose la plus dure pour 1 politique est de reconnaître s'être trompé. Dans l'édito du N°254 (non terminé) j'avais écrit : Afficher les désaccords entre socialistes et communistes n'a jamais empêché les 2 partis de s'allier et gouverner ensemble des collectivités locales. Je me suis montré très présomptueux, avec certain-es, les désaccords sont insurmontables.

Je suis une énième fois mis à l'écart pour les élections 2021, suite à un accord avec le PG-FI... qui ne veut pas de moi, même comme suppléant pour la départementale dans mon canton ! J'y habite depuis plus de 20 ans et y milite -sans concurrence- depuis des années, après avoir animé la cellule Laydevant de 2009 à 2013. Depuis ma mise à l'écart pour complaire aux socialistes (surtout PS), celle-ci est réduite au silence, ce qui ne m'empêche pas de diffuser régulièrement des tracts. Sollicité, le Conseil Départemental du PCF a adopté une motion de soutien mais le PG-FI a maintenu son agression et le PCF a cédé... je dois être le seul politique que l'on voit partout hors période électorale et qui disparaît au moment des élections.

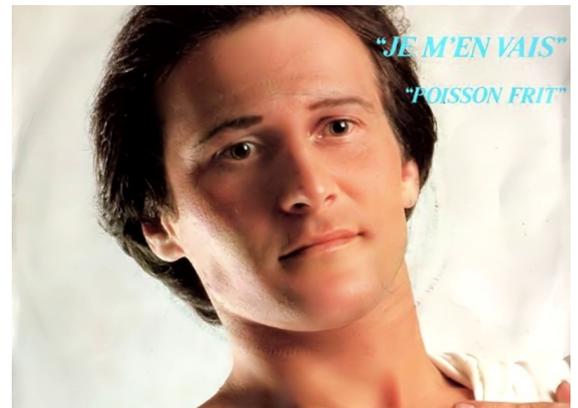
Pour paraphraser une célèbre formule footballistique, le Front de Gauche se pratique à un certain nombre de joueur-ses et à la fin, c'est toujours Pierre Boukhalfa qui perd !

J'ai appris que le PG-FI me reprochait un blasphème que j'aurais commis... en 2017 ! Je n'en retrouve pas la trace mais il a suffi pour me condamner au cours d'une réunion non-mixte où je n'ai pas été invité ! Ces pratiques sont loin du communisme laxiste qui cherchait le « Bilan globalement positif » (Marchais sur les pays socialistes, 1979, moi-même sur l'accord entre le PCF et « Réveillons Anancy » en 2020). La recherche du négatif l'emporte ici sur toute autre considération.

On le devine, je ne m'engagerai pas pour mes bourreaux. Pour être sûr de ne pas leur donner ma voix, je suis retourné voter chez ma mère. A noter : ces personnes ne voteront pas non plus pour leur liste, elles n'habitent pas le canton dont elles me chassent.

Pour cette fois, je délèguerais la conclusion au chanteur Guy Criaki qui l'exprime, à un mot près, parfaitement dans son tube de 1982.

Pierre Boukhalfa



Je suis tel que vous m'avez fait

M'avez refait...

Et je m'en vais

Personne n'a voulu

Du pauvre chien qui se taisait pas

Je ne voulais

Qu'un peu d'amitié

Je n'ai eu droit qu'aux coups de pieds

Et je m'en vais

Ceci est de la politique. DANGER !

SOMMAIRE

P1 EH DITES OH !, image à la Une

P2-8 Agenda

P9 1^{er} tract du FRAPPE diffusé le 1^{er} mai

P10-13 Attention à nos comptes bancaires

Mobilisation antifasciste du 12 juin

P14 Communiqué de la Chaîne Humaine contre les haines concernant la manif contre l'extrême-droite à Annecy

P15 Appel CGT

P16-17 Appel CGT Ardèche

P18-21 Marxophiles : le FN-RN fait appel à Goebbels !

P22 Rassemblement National : Indignation et colère

P22-24 « Les coupables, ce sont les victimes »

P25 Déclaration CNCDH « La lutte contre le racisme et les inégalités mérite mieux que des polémiques »

P26 Au feu !

P27 Pourquoi ne parle-t-on jamais d'islamodroitisme ?

P27 Universitaires jetés en pâture à la vindicte publique : le ministère est responsable

P28 Anti-syndicalisme primaire au 20h

P29-31 Mise à l'écart de la liste de mon canton

P31 Le PCF résiste

P32 Annecy et ses élu-e-s

P32-34 La Commune de Paris - exposé René Laurent

conférence Libre Pensée du 1er mai

P35 Ils ont tué un ouvrier

P36-37 Osez la Paix

P38 Nous soutenons le peuple palestinien ; Qui veut la peau du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy ? ; Nous sommes en colère

P39 Sécurité : le tout répressif, est-ce la solution ?

P40 En bref ; Un obstacle à franchir ; Je refuse Ferroprem ; Tout finit par une chanson

P41 Cactus

P42 Perroquets : le bingo des fachos



5 juin : nous n'oublions pas Clément Méric

Rappel l'agenda est mis à jour régulièrement sur le blog :

<http://gemcran.wordpress.com>

Le Galopin est ouvert aux articles de tout partenaire : journaliste en herbe, association, syndicat ou parti aux infos n'intéressant pas la presse Macron. Polémistes ou poètes aux coups de gueule ou de cœur, et surtout caricaturistes sont recherchés avec le plus grand intérêt. Adresse : Boukhalfa Pierre 2, rue Pierre Mendès France Cran-Gevrier. Site : <http://galopin74.free.fr> Blogs électoraux : <http://gemcran.wordpress.com> et <https://sites.google.com/site/umpfn74degage>

Blog censuré : <http://galopin74.gauchepopulaire.fr>

On peut me retrouver aussi sur Facebook et Twitter

Agenda détaillé

Attention, au vu des contraintes sanitaires, les événements peuvent de subir annulations ou modifications (horaires, lieux, passage en distanciel...)

1 lundi sur 2 rencontres Doxaty Annemasse. Infos sur son site ou Facebook. Pour remplacer le Repaire de Cervens.

Mardi Rencontres sur terrain Incroyables Comestibles.

Mercredi dès 14h rond-point Margencel : Gilets Jaunes & sympathisants ; 14h-17h, l'Élef ouvre ses portes Maison des associations Chambéry ; **Permanence Amis de la Terre pour résister aux compteurs Linky** ; Thonon Alternati-Bar du Chablais, Apéro des actions écologiques et citoyennes locales : se rencontrer, échanger et créer ensemble...

Jeudi Réunion collectif Roms ; de 15h à 19h Marché BIO ... logique Place du Palais de Justice Chambéry ; Les rencontres Incroyables jardin Benicasim Évian

Vendredis de la Transition Genève : pause faute de lieu

Samedi 14h-18h les gilets jaunes Annecy sur le Pâquier
Calendriers de la Vélobricolade en Savoie <http://bulletintransition73.fr/events/event/velobricolade-chambery/>

Horaires du magasin coopératif Alpar 7, rue du Vieux Moulin Meythet <https://www.alpar.fr>: Lundi 12h-**19h30**

Mercredi 10h-**19h30** Jeudi 12h-**19h30** Vendredi 12h-**19h30** Samedi 10h-17h

Lundi 31 mai Réunion RESF

Réunion ANACR

Réunion PCF

Mardi 1er juin Réunion mensuelle Les Amis de la Terre
Maison des Associations Cran-Gevrier

Réunion Greenpeace Chambéry

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mercredi 2 juin 10h Matinée Jeux coopératifs Parents-enfants AQC, Association de quartier du centre ville, 3 rue du Laurier, à Chambéry. Tel : 06.76.40.62.01 Mél : contact73@envies-enjeux.com En savoir plus : <https://www.envies-enjeux.com/dans-les-2-savoie-isere/>

14h30 Atelier « Récup » Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

16h Atelier "Furoshiki" Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

Réunion Greenpeace Annecy

Jeudi 3 juin 17h30 Atelier "Faire son compost" Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

Vendredi 4 juin Réunion d'information ALPAR

Samedi 5 juin 8h30 Repair Café La Serre Cran-Gevrier
Réunion FRAPPE

Hommage à Clément Méric

Cécile Cukierman à Doussard

Lundi 7 juin Réunion Libre Pensée 74

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 8 juin 12h30 Atelier "Tri des déchets" Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

17h15 Atelier "Faire ses produits ménagers et décortiquez étiquettes et labels" Grand Chambéry Service gestion des déchets

Réunion ATTAC Annecy

8 ANS APRÈS
CLEMENT
VIT DANS NOS LUTTES

COMBATTONS LE FASCISME !
MANIFESTATION ANTIFASCISTE
SAMEDI 5 JUIN 2021
14H PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

 Au lendemain du procès en appel des assassins de Clément Méric (25 mai - 4 Juin, TGI d'Evry).
facebook.com/comitepourclement

Mercredi 9 juin 14h30 Atelier "Zéro déchet_Consumer autrement" Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

Jeudi 10 juin 18h15 réunion publique LO salle Ausse-dat Annecy

Jeudi 10 à dimanche 13 juin 36ème édition du Festival de La Biolle Salle de l'Ebène

Le festival 2020 qui devait avoir lieu du 3 au 8 novembre a dû être annulé une semaine avant son ouverture.

L'équipe des bénévoles est donc très heureuse de pouvoir faire découvrir enfin une partie de la programmation de la 36ème édition.

À l'affiche, du 10 au 13 juin, 8 films très variés qui font s'émouvoir, s'étonner, s'interroger, s'insurger...

« Douce France » fera rencontrer des lycéens de la banlieue parisienne, drôles et intrépides, qui se lancent dans une enquête sur un gigantesque projet de parc de loisirs impliquant de bétonner les terres agricoles proches de chez eux.

Le festival vous propose beaucoup d'autres rencontres : avec les paysans motivés de « Champ de luttes, semeurs d'utopie », avec l'émouvant éleveur de « Cyrille, agriculteur, 30 ans, 20 vaches, du lait, du beurre, des dettes » et avec l'incroyable apicultrice macédonienne de « Honeyland ».

Au programme, également « La grâce du sillon » qui interroge sur la disparition du bocage et « Le cavalier mongol », un documentaire épique aux allures de western oriental.

Ainsi que deux fictions : « Revenir », un drame familial paysan sous le soleil de la Drôme et « Seules les bêtes », un polar rural déroulant admirablement mis en scène.

Le festival se veut un moment de partages et de réflexions. Plusieurs projections seront suivies d'échanges.



PUBLIÉ LE 22 MAI 2021

Une rencontre avec un réalisateur ou un intervenant est prévue à l'issue de la projection

● Séance scolaire

AGENDA		
Jeudi 10 juin	9h30	Le quatuor à cornes ●
	14h	Yao ●
	20h	Douce France 🔑
Vendredi 11	9h30	Chicken Run ●
	14h	La fameuse invasion des ours en Sicile ●
	20h	Cyrille, agriculteur, 30 ans, 20 vaches, du lait, du beurre, des dettes ●
Samedi 12	14h30	La grâce du sillon ●
	17h	Revenir ●
	20h	Champ de luttés, semeurs d'utopie 🔑
Dimanche 13	10h	Seules les bêtes ●
	14h30	Honeyland 🔑
	17h30	Le cavalier mongol ●

Vendredi 11 juin 19h Réunion-débat ATTAC sur les régionales Espace des Ursules Thonon. Les 9 listes ont été invitées

Réunion Collectif Solidarité Palestine Annecy

Samedi 12 juin 8h30 Repair Café Espace culturel « La Ferme » 60 Route du Barioz Argonay

10h La Fête des Animaux en Savoie – 2ème édition Parc du Verney Chambéry

Manifestations antifascistes dont 10h30 Place des Arts Thonon 14H Annecy Préfecture et 14H30 Sasson Chambéry

Lundi 14 juin 19h Jeux coopératifs en mouvement – Adultes AQCv, Association de quartier du centre ville, 3 rue du Laurier, à Chambéry. Tel : 06.76.40.62.01 Mél : contact73@envies-enjeux.com En savoir plus : <https://www.envies-enjeux.com/dans-les-2-savoie-isere/>

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 15 juin L'union locale CGT d'Annecy appelle à grève et manifestation RV à l'hôpital d'Annecy à 13h

Jeudi 17 juin 20h Réunion mensuelle Les Amis de la Terre en Savoie K Fé T Aix-les-Bains

Jeudi 17 et vendredi 18 juin Congrès UD-CGT 74

Samedi 19 juin 8h30 Repair Café Espace culturel « La Ferme » 60 Route du Barioz Argonay



Réunion des 3 ATTAC de Haute-Savoie

Dimanche 20 juin Élections régionales et départementales

Lundi 21 juin Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Jeudi 24 juin Réunion ATTAC Annecy

Vendredi 25 juin 28e édition des Nuits de la colère à La Turbine Cran-Gevrier

Vendredi 25 au dimanche 27 juin Festival Lafi Bala Parc du Verney Chambéry

Tous les deux ans, la Ville de Chambéry et l'association Chambéry Solidarité Internationale proposent aux Chambérien-ennes une « immersion » en pays burkinabè, à travers l'organisation de Lafi Bala. Concerts, arts de la rue, artisanat, conférences, rythment le festival.

Samedi 26 juin A.G. Libre Pensée 74

Dimanche 27 juin Élections régionales et départementales

Conférence gesticulée sur La culture nataliste face aux enjeux climatiques La Chavanne

Lundi 28 juin Réunion RESF

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mercredi 30 juin à vendredi 2 juillet Congrès UD-CGT 73

Vendredi 2 juillet Réunion d'information ALPAR

Lundi 5 juillet Réunion Libre Pensée 74

Réunion Greenpeace Annecy

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 6 juillet Réunion Les Amis de la Terre 74

Réunion Greenpeace Chambéry

ÇA VA EXPLOSER !

DONNEZ-NOUS LES MOYENS



**GREVE DANS LA SANTE
ET DANS LE SOCIAL
LE 15 JUIN**



**MANIF A PARTIR DE
L'HOPITAL D'ANNECY
A L'ARS
DEPART 13H**

CORVÉABLE ET SERVIABLE À SOUHAIT ! **ÇA SUFFIT !**

**ENSEMBLE MOBILISÉES ET EN GRÈVE LE 15 JUIN 2021 :
POUR L'AMÉLIORATION DE NOS SALAIRES, DE L'EMPLOI
ET DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !**

Ouvrière, Agente
d'entretien qualifiée,
Agente de blanchisserie,
Cuisinière,
Conductrice
ambulancière...

Aide-Soignante,
Auxiliaire de
Puériculture,
Assistance Médico-
Psychologique...

Infirmière,
IADE,
IBODE,
Puéricultrice,
Sage-femme,
Cadre hospitalière...

Anesthésiste,
Praticienne Hospitalière,
Médecin, Psychiatre,
Médecin du travail...

Tou-te-s les professionnel-le-s sont totalement investi-e-s depuis plus d'un an pour accueillir et accompagner les résident-e-s, patient-e-s et usagè-re-s dans nos établissements et services de santé et d'action sociale. Nous dénonçons le manque de moyens et de reconnaissance pour nos métiers essentiels à la prise en charge de la santé et sociale de la population. Nous travaillons dans des conditions dégradées au détriment de notre propre santé et vie familiale, nous sommes mal payé-e-s, travaillons toujours plus, sans pouvoir prendre tous nos jours de repos, de congés, temps de formation, enchainant des rythmes de travail infernaux.

Nous sommes épuisé-e-s et en colère par les multiples promesses non tenues de ce gouvernement qui ne répond pas à nos légitimes revendications :

- ➔ **Augmenter considérablement nos salaires pour rendre attractifs nos métiers et éviter la fuite de collègues pour d'autres pays qui rémunèrent mieux.**
- ➔ **Former, recruter du personnel et améliorer nos conditions de travail pour éviter les démissions de collègues qui se multiplient dans la période car « casés » par la pénibilité du travail.**
- ➔ **Ouvrir des lits, des établissements, des services pour assurer l'accès, l'égalité et la qualité de la prise en charge des personnes.**

Technicienne
de laboratoire,
Manipulatrice de
radio, Diététicienne,
Massusc-
Kinésithérapeute,
Psychomotricienne
Orthophoniste,
Pédicure-podologue,
Préparatrice en
pharmacie,...

Animatrice, Assistante
socio-éducatif,
Cadre socio-éducatif,
Conseillère en économie
familiale, Educatrice
de jeunes enfants,
Educatrice technique
spécialiste, Monitrice
d'atelier, Monitrice
éducatrice...

Adjointe administrative,
Assistante médico-
administrative,
Attachée
d'administration,
Adjointe de cadre,
Assistante de régulation,
Directrice

Dessinatrice, Ingénieure,
Informaticienne,
Conductrice de travaux
...

Infirmière en
psychiatrie,
Psychologue,
Ergothérapeute,
Musicothérapeute...

JEUDI 17 JUIN - 20H

CINÉMA LE FRANCE - THONON



En partenariat avec

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

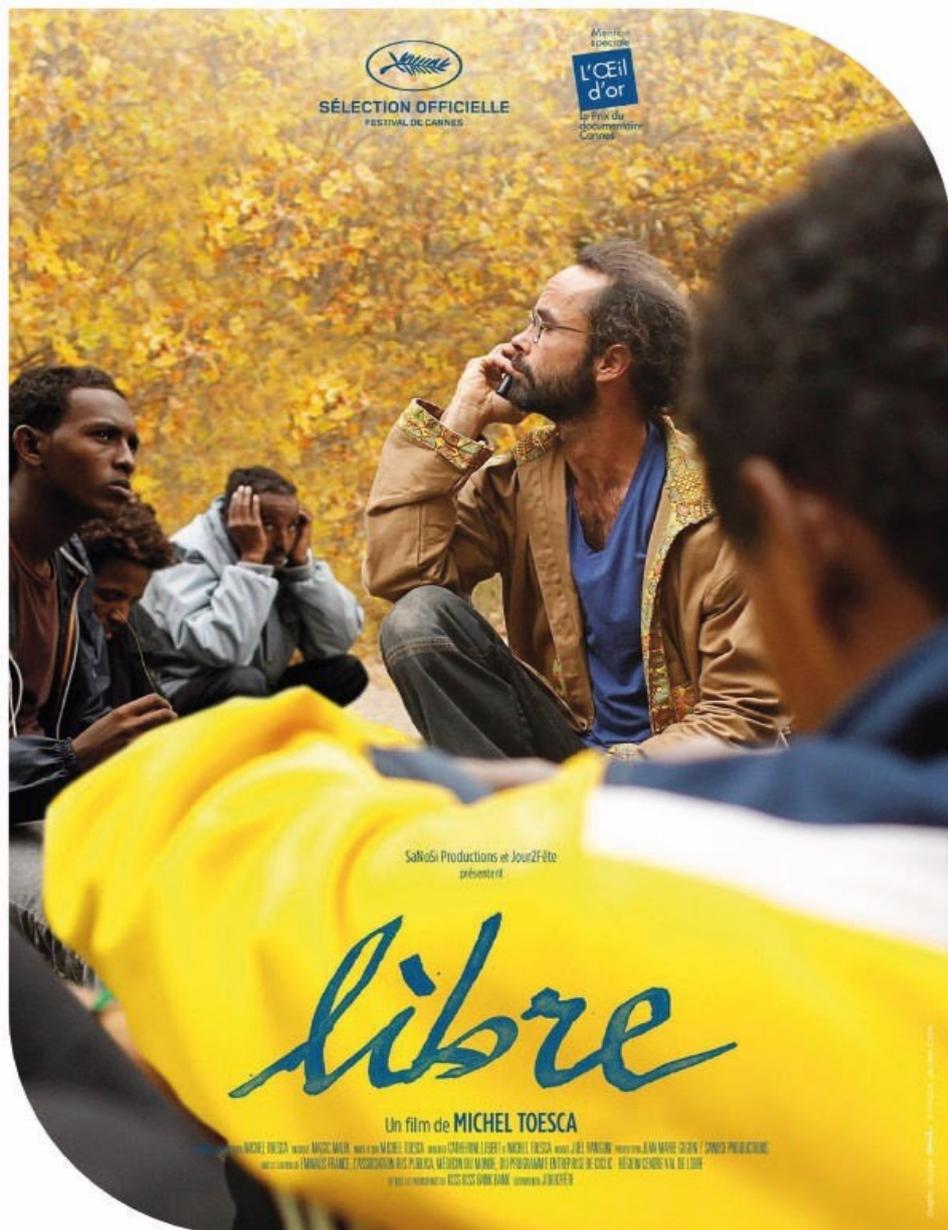


LIBRE de Michel Toesca

La Roya, vallée du sud de la France frontalière avec l'Italie. Cédric Herrou, agriculteur, y cultive ses oliviers. Le jour où il croise la route de réfugiés, il décide, avec d'autres habitants de la vallée, de leur offrir un refuge et de les aider à déposer leur demande d'asile. Mais en agissant ainsi, ils sont considérés hors-la-loi.

Ce film est l'histoire d'un combat qui aboutit à la reconnaissance de la valeur constitutionnelle de la fraternité.

Lors du débat, en direct de La Roya, Cédric Herrou témoignera de ce combat citoyen et répondra à vos questions.



Les Bobines du Léman



Projection suivante

24 JUIN
CINÉMA
LE FRANCE



ONDES DE CHOC / Thank You For Calling De Klaus Scheidsteger

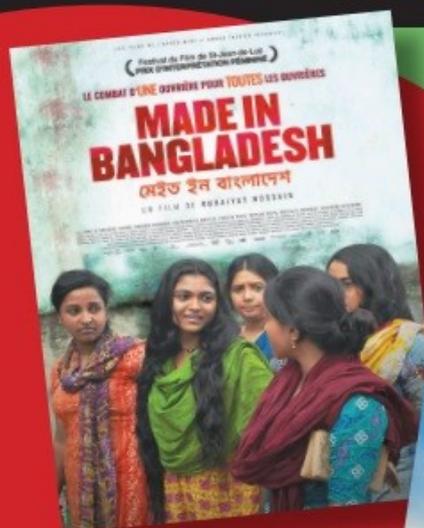
Depuis l'apparition des mobiles, des scientifiques du monde entier ont démontré que les ondes électromagnétiques peuvent nuire à notre santé. Leurs découvertes ont pourtant encore du mal à se faire entendre... Le débat portera sur le sujet très actuel de la 5G.

LA NUIT DE LA COLÈRE

FESTIVAL DU FILM SOCIAL

VENDREDI
25
JUN
2021

La Turbine à Cran-Gevrier



9h15

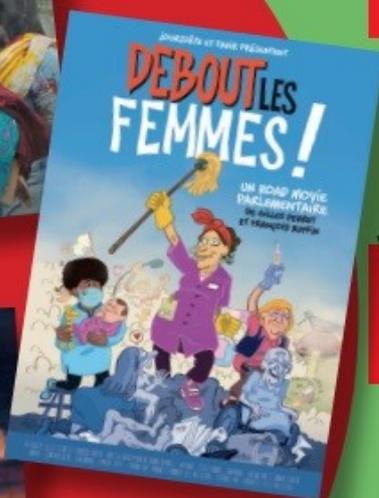
8h00
ACCUEIL

Port du masque
OBLIGATOIRE

MADE IN BANGLADESH
de Rubaiyat Hossain

suivi d'un débat

12h00 Repas



14h30

DEBOUT LES FEMMES
de Gilles Perret et François Ruffin

suivi d'un débat



16h45

ROUGE

de Farid Bentoumi

Renseignements et réservations **LCE 74**

- 3 films + repas 30 €
- Matinée + repas 20 €
- Place à l'unité 5 €
achetée à LCE74

Organisateurs :



Partenaires :



La Turbine à Cran-Gevrier

FESTIVAL

DUFILM

SOCIAL

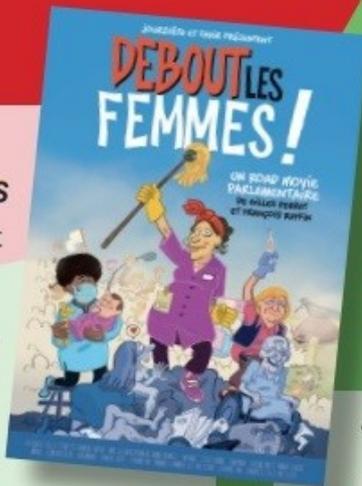
les films :

14 H 30

DEBOUT LES FEMMES!

de Gilles Perret et François Ruffin

« Mais qui m'a mis cette tête de con ? » Ce n'est pas le grand amour entre le député En Marche ! Bruno Bonnell et l'insoumis François Ruffin. Et pourtant... C'est parti pour le premier « road-movie parlementaire » à la rencontre des femmes qui s'occupent de nos enfants, nos malades, nos personnes âgées. Ensemble, avec ces invisibles du soin et du lien, ils vont traverser confinement et couvre-feu, partager rires et larmes, colère et espoir. Ensemble, ils vont se bagarrer, des plateaux télés à la tribune de l'Hémicycle, pour que ces travailleuses soient enfin reconnues, dans leur statut, dans leurs revenus. Et s'il le faut, ils réinventeront l'Assemblée...



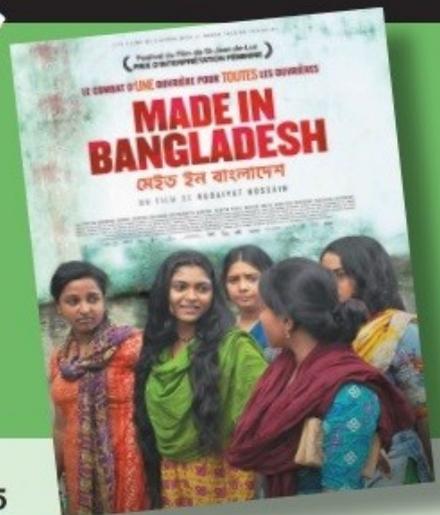
9 H 15

MADE IN BANGLADESH

de Rubaiyat Hossain

Avec Rikita Shimu, Novera Rahman, Parvin Paru

Shimu, 23 ans, travaille dans une usine textile à Dacca, au Bangladesh. Face à des conditions de travail de plus en plus dures, elle décide avec ses collègues de monter un syndicat, malgré les menaces de la direction et le désaccord de son mari. Ensemble, elles iront jusqu'au bout.



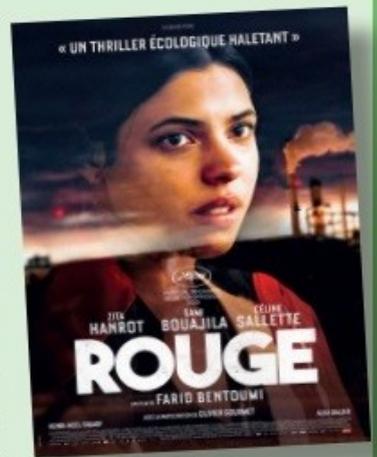
16 H 45

ROUGE

De Farid Bentoumi
Par Farid Bentoumi, Samuel Doux
Avec Zita Hanrot, Sami Bouajila, Céline Sallette

Nour vient d'être embauchée comme infirmière dans l'usine chimique où travaille son père, délégué syndical et pivot de l'entreprise depuis toujours.

Alors que l'usine est en plein contrôle sanitaire, une journaliste mène l'enquête sur la gestion des déchets. Les deux jeunes femmes vont peu à peu découvrir que cette usine, pilier de l'économie locale, cache bien des secrets. Entre mensonges sur les rejets polluants, dossiers médicaux trafiqués ou accidents dissimulés, Nour va devoir choisir : se taire ou trahir son père pour faire éclater la vérité.



**Port du masque
OBLIGATOIRE**

Renseignements et réservations LCE 74
12 rue de la République - Annecy - Tél. 04 50 51 59 86
contacts@lce74.com - www.lce74.com
du Lundi au Vendredi de 9 h 00 à 17 h 00

Vendredi 25 Juin 2021

F.R.A.P.P.E

ANNECY

Front de Résistance Anticapitaliste
Populaire Pour l'Émancipation

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un front de résistance constitué de différents collectifs, organisations et militantEs qui se reconnaissent dans les pratiques révolutionnaires de lutte contre le système capitaliste. Sur la base du respect de l'autonomie de ses différents membres, nous nous sommes réuniEs autour de la certitude que notre union sera une force supplémentaire dans nos luttes présentes et à venir.

Nos points de convergence se forgent autour d'idéaux communs : notre amour et notre respect de la biosphère et de tous les organismes vivants qui la composent, notre amour pour tous les êtres humains qui sont nos camarades, nos frères et sœurs quelle que soit leur identité, notre détermination pour la justice sociale et notre rage contre celles et ceux qui y portent atteinte par leur volonté de domination.

Nos couleurs mêlent le ROUGE, le NOIR,
le VERT, et celles de l'ARC-EN-CIEL.



CE QUE NOUS VOULONS ?

Face aux systèmes oppressifs de domination et d'exploitation engendrés par le capitalisme, nous réaffirmons notre volonté de nous émanciper individuellement et collectivement de son emprise, par notre refus de nous y soumettre ou d'y participer et notre volonté de créer des alternatives crédibles et viables. La formation de ce front de résistance est un pas de plus en ce sens.

Nous nous revendiquons CONTRE toute forme de :

- Racisme et fascisme
- Patriarcat et sexisme
- Autoritarisme et militarisme
- Écocide et spécisme
- Homophobie et transphobie
- Âgisme et validisme

CONTACT :

frappe74@riseup.net



FICHE d'information

31 mai 2021

N°74

Attention à nos comptes bancaires. Les armes préférées des escrocs sont désormais notre téléphone et notre ordinateur.

Nous gérons désormais quasiment toutes nos opérations bancaires en ligne : nous consultons nos comptes, nous faisons des virements sur notre ordinateur ou notre smartphone. Nous achetons en ligne et payons à distance. La délinquance en ligne s'est organisée et elle est particulièrement active. Les arnaques financières évoluent sans cesse. La moindre faille du système, la moindre négligence du consommateur et ce sont des sommes considérables qui peuvent être détournées.

Nos opérations bancaires sont des données tellement sensibles qu'elles sont devenues les cibles privilégiées des cybercriminels.

Leur but : nous dérober nos identifiants de connexion de compte en ligne pour le pirater ou récupérer les coordonnées de notre carte bancaire, pour eux même ou pour les revendre.

La liste des arnaques est longue et les méthodes variées. Pour récupérer nos coordonnées, les fraudeurs sont capables de tout, y compris de fouiller nos poubelles (ayez le réflexe de détruire les documents comportant des informations confidentielles avant de les jeter pour empêcher toute usurpation !). Ils sont capables de nous observer pour récupérer notre code confidentiel et nous devons rester vigilants : **composez un code à l'abri des regards, ne lâchez pas votre carte bancaire des yeux.**

Mais les armes préférées des escrocs sont désormais notre téléphone et notre ordinateur. Ils s'insinuent dans notre boîte mail, nos textos, ils nous appâtent sur les réseaux, les plateformes d'échange... Tous les moyens sont bons.

Quelques exemples :

- Un interlocuteur vous appelle, vous envoie un message et se présente comme votre banquier (ou autre.) ... il aurait besoin du code confidentiel de votre carte bancaire sous un prétexte quelconque (problème technique, remboursement ...). Retenez bien que votre banquier ne vous demandera jamais une telle information, il n'en a pas besoin. **Ne donnez jamais vos codes à qui que ce soit. Ne donnez pas non plus les codes qui vous sont adressés par SMS, quoi qu'on vous dise....**
- Les arnaques dites d'hameçonnage ou « phishing » sont toujours actives sur votre boîte mail. Vous aviez appris à repérer les faux courriers bourrés de fautes d'orthographe, les escrocs font désormais des progrès. Ils continuent à imiter de vrais sites, même logos, mêmes présentations... (impôts, CAF, banque, opérateur de téléphonie etc....), l'astuce consistant

toujours à vous faire cliquer sur un lien.... Ne vous laissez jamais surprendre. On vous promet un important remboursement ? Pas question ! Reprenez la main, vérifiez l'information en cherchant le bon numéro de téléphone ou le courriel vous-même sur le véritable site. Restez aux commandes de vos déplacements en ligne.

- Vous proposez un bien d'occasion sur un site entre particuliers.... L'acheteur vous propose de vous envoyer plus d'argent que vous n'en demandiez et il vous demande de le rembourser... il veut des informations bancaires. Refusez tout « arrangement ».
- Vous recevez des publicités alléchantes. C'est le cas des propositions de crédit à taux défiant toute concurrence qui commencent par vous demander de virer des frais de dossiers. Pas question de céder à la « pression », un signe qui doit toujours vous alerter.

Bref, pour toutes vos activités sur le web, vous devez ouvrir l'œil. Vous jouez un rôle majeur pour protéger vos données bancaires.

Si un escroc prend la main sur votre compte, il peut faire de nombreuses opérations bancaires dans votre dos : Des virements à son profit, des achats à distance, lancer des prélèvements, ajouter un compte bénéficiaire, éditer des RIB. S'il vous vole vos informations personnelles, il peut les modifier et aussi changer les mots de passe.

Dans ce cas-là, il vous faudra réagir vite. Vous contacterez votre banquier, pour faire opposition, discuter des responsabilités, aussi. Car le client victime a des droits mais il a aussi des devoirs, notamment de vigilance, de prudence.

Quels sont vos droits ? Comment êtes-vous protégés ?

Le client a le droit d'exiger le remboursement des transactions frauduleuses qui n'ont pas été autorisées par lui quand sa responsabilité n'est pas engagée (article L 133-18 du code Monétaire et Financier). La banque doit rembourser immédiatement et remettre le compte dans l'état antérieur avec remboursement des frais, des agios et des commissions éventuels. A défaut, elle doit démontrer que le client a commis des imprudences, fait une faute. Mais elle a la charge de cette preuve et démontrer « *que l'opération en question a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique ou autre...* » sachant que " *L'utilisation de l'instrument de paiement ne suffit pas nécessairement en tant que telle à prouver que l'opération a été autorisée par le payeur ou que celui-ci n'a pas satisfait intentionnellement ou par négligence grave aux obligations* " (article L133-23 du code monétaire et financier).

Pour résumer, la banque qui ne peut pas prouver la faute de l'utilisateur, supporte le risque. Vous devez récupérer les sommes débitées et les agios éventuellement perçus.

Vous recevez un code par SMS pour confirmer l'ordre :

Nous connaissons, pour en avoir trop vu, des cas de fraude effectués à l'occasion d'achat à distance avec la carte. Pour aller au bout, l'escroc a besoin du code de confirmation arrivé sur votre téléphone. C'est pour ça que le fraudeur appelle en se faisant passer pour un conseiller bancaire (ou PayPal). Il prétexte avoir détecté une transaction suspecte et demande, pour y remédier, qu'on lui transmette ce code qu'on vient de recevoir par SMS. Et le tour est joué.

Mais est-ce qu'un code envoyé par SMS suffit véritablement à protéger un consommateur en prouvant que c'est lui qui donne l'ordre ?

Plus maintenant. La deuxième Directive Européenne sur les Services de Paiement (dite DSP2) a rendu obligatoire la mise en place d'une authentification renforcée.

Or la procédure d'authentification « 3D Secure », utilisée jusqu'ici en France pour sécuriser les paiements en ligne, ne correspond pas au mode d'authentification forte requis par la DSP2. Car elle repose sur un seul facteur : la possession d'un mobile, qui permet de recevoir par SMS un code confidentiel à usage unique.

Il faut désormais deux éléments d'authentification qui appartiennent à deux catégories différentes de facteurs d'authentification parmi les trois catégories existantes (article L133-4 du code monétaire et financier), c'est à dire :

- Quelque chose que vous êtes le seul à connaître : un mot de passe, un code PIN, une information personnelle.
- Un objet que vous êtes le seul à posséder : un ordinateur, un téléphone, un bracelet connecté, un appareil fourni par votre banque...
- Un moyen de vous reconnaître, c'est-à-dire une caractéristique biométrique : votre empreinte digitale, le son de votre voix, la reconnaissance de votre visage.

Attention : il y a des exceptions pour les paiements de moins de 30 € mais à condition que le cumul ne dépasse pas 100 € sur une période que doit fixer la Banque. Et qu'on ne dépasse pas 5 opérations consécutives.

Votre banquier n'aura pas manqué de vous rappeler cette obligation et d'insister pour activer cette authentification renforcée. C'est normal et tout devrait être enfin prêt en cette année 2021.

Mais là aussi, nous vous mettons en garde. Car les escrocs surfent sur toutes les actualités, pour vous prendre dans leurs filets. Ils savent vous rappeler l'obligation de souscrire à l'authentification renforcée, vous menacent d'un « compte bloqué » si vous ne répondez pas immédiatement, ils citent la Directive... Ne cliquez sur aucun lien qui vous sera envoyé sous ce prétexte, faites votre chemin vous-même pour communiquer avec votre banquier. C'est votre règle d'or.

Mais si le mal est fait, quels sont vos recours ?

Il faut réagir vite, prévenir la banque pour contester les opérations frauduleuses et demander le remboursement (sauf négligence prouvée par votre banquier). Attendez-vous à de la résistance sur ce terrain, mais ne cédez pas. Vous garderez toutes les preuves, les copies des messages malveillants. Si la banque est fermée, usez des coordonnées dont vous disposez pour les joindre (téléphone, courriel), pour démontrer à quel moment vous avez tenté de les joindre. Vous confirmerez votre contestation par lettre recommandée avec accusé réception.

A savoir : vous avez souscrit à une assurance pour vos moyens de paiement ? N'espérez pas une prise en charge en cas d'escroquerie sur vos comptes. Ce n'est jamais garanti.

Le banquier vous demandera certainement de porter plainte. En fait, ce n'est obligatoire que lorsqu'on vous vole vos moyens de paiements. Ce ne peut être une cause de refus de prise en charge. Mais vous pouvez le faire, au commissariat ou à la gendarmerie, et signaler les faits à la plateforme PHAROS.

Sachez qu'en cas de débits frauduleux par carte bancaire, alors que vous l'avez toujours en votre possession, la réglementation est très protectrice pour le consommateur mais vous porterez plainte. Une fois la chose faite, vous signalerez l'escroquerie sur la plateforme Perceval. Le signalement facilitera le remboursement des sommes dérobées.

Les sites à connaître :

Vous pouvez consulter les listes noires et les alertes publiées par les autorités sur les sites internet :

* Assurance Banque Épargne Info Service ([ABEIS](#)) ainsi que l'Autorité des marchés financiers ([AMF](#)).

* Le site gouvernemental "Perceval" pour signaler des fraudes liées à la carte bancaire est accessible via [Franceconnect](#). Il vous faudra l'identifiant et le mot de passe du site que vous avez choisi d'utiliser (impôts, Gouv, Ameli, ...)

* Vous pouvez signaler des tentatives d'escroqueries par phishing sur la plateforme [PHAROS](#) (plateforme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements), gérée par la police nationale et la gendarmerie nationale, elle est accessible sur le site www.internet-signalement.gouv.fr

* Vous pouvez obtenir des conseils et de l'assistance en appelant INFO ESCROQUERIES au 0811 02 02 17. Ou vous connecter sur le site [cybermalveillance](#).

* Vous pouvez signaler les messages, spams ou sites douteux à Signal Spam. Si vous avez reçu le lien frauduleux par texto, faites-le suivre par SMS au 33 700. Pour faire bloquer ces messages.

Nos derniers conseils « pratiques » :

- Vous veillerez au paramétrage de votre ordinateur, à sa sécurité (antivirus et mises à jour).
- Vous éviterez le WIFI.
- Ne gardez pas vos mots de passe dans votre ordinateur et refusez toujours de les « enregistrer » pour faciliter vos connexions futures en consultant vos comptes ou sur un site commercial.
- Vous choisirez les mots de passe les plus complexes. « Un bon mot de passe doit contenir au moins 12 caractères et 4 types différents : des minuscules, des majuscules, des chiffres et des caractères spéciaux » (CNIL).

Communiqué de la Chaîne Humaine contre les haines concernant la manif contre l'extrême-droite à Annecy



Début mars, dans une réunion de ce qui allait devenir le FRAPPE, la Chaîne Humaine proposait d'envisager une manif contre l'extrême-droite, faisant le constat que « quasiment plus personne n'est contre ». Pire, alors que l'extrême-droite est très largement dédramatisée, c'est la gauche qui est diabolisée : PCF puis CGT qu'on accuse d'être « collabos » (un comble!) et opération « islamogauchisme », qui ne vise pas moins que l'amalgame entre le militantisme anticapitaliste, antifasciste, syndical, LGBT, féministe et même écologiste avec le terrorisme !

L'appel pour le 12 juin lancé par des socialistes et repris très largement a fait débat, donnant l'impression d'être une opération de ripolinage pré-électoral de personnes que l'on n'a pas ou peu vues pour les migrant.es, contre le racisme et contre l'extrême-droite en général. Des antifascistes convaincu.es dont la Libre Pensée ou LO ont refusé d'y participer. Dans le même esprit, le PCF a produit son propre appel, qui reste insuffisant. Mais la présence de Fabien Roussel à une manif de police largement noyautée par l'extrême-droite interpelle. Si le candidat boycotte la manif du 12, la Chaîne Humaine devra le classer parmi les candidat.es pour qui on ne peut pas voter.

La situation est aggravée au niveau local par la signature d'au moins une personne qui pratique l'exclusion. La réunion du 7 juin devait donner lieu à un grand grattage de tête.

La question a été traitée le 31 mai. Soutenue par le FRAPPE, la Chaîne Humaine a été acceptée par des organisations et donc appelle à la manifestation d'Annecy.

Ci-dessous le texte du tract qu'elle distribuera.

Comme à chaque crise, les tenant.es du système ultracapitaliste ont décidé de lancer une grande offensive idéologique pour diviser notre classe. Le racisme, rapport social de domination et d'exploitation est leur arme favorite. Le drame de la situation actuelle est que le mouvement antiraciste est divisé pour faire face à un bloc raciste uni.

Dès que la fachosphère désigne à la vindicte une cible, on assiste au concert unanime du Parti de la Pensée unique facho-libérale LRPRNEM (Les « Républicains », Printemps « Républicain », Rassemblement « National », « En Marche », lesquels sévit dans la quasi-totalité des gros média où il concentre plus de 90% du temps réservé aux politiques.

A l'inverse, les antiracistes et antifascistes ne rayent pas les écrans de télé par leurs passages.

Un élément choquant parmi d'autres : le Dauphiné Libéré du lundi de Pentecôte donne la parole à un lecteur d'extrême-droite qui défend longuement la liberté que doivent avoir les militaires à dire tout haut ce qu'il dit tout haut ; quelques pages plus tard, on apprend que le ministre Darmamin veut coller un procès à la socialiste Pulvar qui a un peu critiqué le racisme dans la police car « On ne peut pas tout dire dans une campagne électorale » !

Ce deux poids, deux mesures, est permanent.

Ainsi, aucun.e membre de LRPRNEM ne moufte qu'une chaîne de TV serve de porte-voix à un délinquant multirécidiviste qui a fait l'objet de condamnations judiciaires ; pire, on ne peut que noter la « retenue » par rapport à

des militaires factieux qui menacent ouvertement la République.

A l'inverse, c'est le grand branle-bas de combat si une femme voilée veut militer dans un syndicat, participer à une émission musicale à la TV ou aller sur la plage en burkini !

Et si deux veulent se rencontrer dans un syndicat pour échanger sur les attaques islamophobes qu'elles ont subies, il faut dissoudre le syndicat concerné !

En face, le mouvement antiraciste est divisé et la fachosphère joue de cette division.

Les mouvements historiques sont affaiblis et à côté ont émergé des collectifs qui se sont constitués pour répondre à des problématiques particulières : négrophobie, islamophobie, violences policières, glorification du colonialisme...

La fachosphère somme les antiracistes historiques de rejeter les autres au fait qu'ils ne seraient pas universalistes. Traduire : ils sont animés par des racisé.es qui apportent une autre culture, un autre éclairage.

Évidemment, les personnes qui ne subissent pas de discriminations ne peuvent pas comprendre ce que ressentent les racisé.es. L'inverse est par ailleurs vrai : les victimes de racisme ne comprennent pas pourquoi elles sont attaquées. Hier, l'extrême-droite ne réunissait que les nostalgiques du nazisme et de la collaboration, leur méchanceté s'expliquait assez facilement par l'aigreur suite à la défaite face aux Alliés.es.

Il existe aujourd'hui un racisme non idéologique que ne ressent pas qui le pratique, mais qui pourrit la vie de qui le subit.

Si on regarde de près les nouvelles analyses, elles permettent de répondre à la mutation du racisme suite aux mesures prises contre.

Ainsi, LRPRNEM ne tape-t-elle pas sur la couleur de peau mais invente des traits qui rendraient « incompatibles avec la République » les populations visées, elle invente une conception de la laïcité à rebours de la loi de 1905 pour développer l'islamophobie tout en couvrant d'or l'église catholique, efface l'antisémitisme de l'extrême-droite pour l'imputer aux arabes et militant.es qui défendent le peuple palestinien, transforme la pensée décoloniale en nouvel apartheid, etc.

D'où l'offensive contre un « islamogauchisme » fantasmé qui regrouperait les antiracistes, les féministes et LGBT, les sciences sociales, etc. avec les islamistes ! Il y a peu de militant.es ou chercheur.es dans ces catégories qui se revendiquent de l'islam, surtout s'il est radical, et encore moins d'islamistes qui se revendiquent de ces combats portés par la gauche.

Notre travail est d'unir ces forces car notre ennemi est commun.

Nous avons des différences d'approche, de culture, de modes d'actions mais chacun.e de nous a à apprendre des autres et apprendre aux autres.

Le CRAN compare à juste titre le racisme à une maladie : il y a des médecin.es généralistes et spécialistes ; de même, dans la lutte antiraciste, il y a les généralistes comme le MRAP ou la LDH, et des spécialistes comme le CRAN, le collectif contre les contrôles au faciès etc.

Depuis 1998, la Chaîne Humaine contre les haines, réseau antifasciste et média alternatif tend la main à toutes ces forces pour leur proposer, des communiqués communs, des actions communes et partager ces analyses.

Pour faire la Chaîne : galopin74@gmail.com

Mobilisation unitaire contre le racisme et les idées d'extrême droite

Le racisme et les idées d'extrême droite ont toujours été à l'encontre des intérêts du monde du travail et des travailleurs.

Le racisme est un délit, il doit être combattu avec la dernière énergie et condamné comme tel.

Opposer des peuples, diviser les travailleurs, exacerber des tensions avec des mensonges et des *fake news*, telles qu'un rapport entre immigration et délinquance, immigration et terrorisme, etc. Telles sont les armes de ceux qui veulent détourner les travailleurs des véritables causes de la crise sociale: les politiques libérales qui cassent les services publics, détruisent notre système de protection sociale, privilégient l'augmentation des dividendes pour les actionnaires plutôt que les salaires pour les travailleurs.

À qui profite le racisme et où trouve-t-il ses sources dans le monde du travail?

Indiscutablement, le racisme et les idées d'extrême droite servent les intérêts du capital et des plus riches. En exacerbant les haines et les divisions entre travailleurs, en tentant de les diviser, ils recherchent à mieux régner et à engranger toujours plus de richesses.

Le racisme est une idéologie au service d'un système d'exploitation et de domination. Il fait de certaines minorités la source de tous les problèmes, ce qui permet d'occulter la responsabilité de ceux qui veulent préserver leur pouvoir.

Les idées d'extrême droite n'ont jamais été et ne seront jamais du côté des travailleurs ! Elles visent à casser les conquits sociaux, à remettre en cause les dispositifs de solidarité et notre système de protection sociale, elles portent l'interdiction des syndicats, etc.

Aujourd'hui, force est de constater que ces idées nauséabondes sont portées sur tous les plateaux de télévision, dans chaque débat, ce qui les banalise et permet à certains de briser les frontières politiques. Dorénavant, elles irriguent largement le spectre politique jusqu'au plus haut niveau de l'État, à l'exemple des récentes prises de position du ministre de l'Intérieur.

Le développement de médias complaisant avec ces idées vise à éloigner du débat public les exigences sociales telles que les porte la CGT, notamment sur la réduction du temps de travail, la hausse des salaires, l'emploi ou les questions environnementales...

La CGT a toujours mené le combat contre le racisme et les idées d'extrême droite. Nous sommes engagés pour un monde de justice sociale, de paix et d'égalité. Nous appelons le monde du travail, les retraités et la jeunesse à ne pas se laisser bernier par ceux qui reprennent les idées d'extrême droite, à agir et à intervenir dans le débat public.

Dans cet objectif, la CGT, dans l'unité avec d'autres organisations, associations et partis politiques, appelle à une journée nationale de mobilisations partout en France le samedi 12 juin 2021.

AVEC NOS DIFFÉRENCES, DONNONS DES COULEURS À L'AVENIR !



Syndiquez-vous sur cgt.fr



Appel à Mobilisation pour le 12/06/2021

L'extrême droite est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs

Depuis des décennies, les présidents et leurs gouvernements successifs mènent des politiques liberticides, répressives et anti-sociales pour répondre au diktat du MEDEF (*Mouvement des entreprises de France*) et des capitalistes. Macron et son gouvernement ne font pas exception à cette règle. Ces pratiques déroulent alors le tapis rouge pour l'accession au pouvoir de l'extrême droite.



Pour preuve au niveau national, mais également au niveau de notre département, le racisme s'ancre un peu plus chaque jour ... D'élections en élections, les idées d'extrême droite gagnent du terrain dans les urnes.

La période actuelle est très anxiogène et les annonces contradictoires du gouvernement, tout comme sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire, favorisent le développement des idées conspirationnistes et des théories du complot.

Le racisme, la xénophobie, l'homophobie et le sexisme progressent dans de nombreux cercles, sur les réseaux sociaux et les chaînes d'informations continues. La violence de l'extrême droite décomplexée, voire encouragée, s'accroît. Les événements passés lors des manifestations du 1er mai à Paris, à Lyon, à Grenoble et à Clermont Ferrand contre les militants de la CGT ne sont que quelques exemples parmi beaucoup d'autres.

La surenchère sécuritaire a atteint son apogée avec la loi « Sécursité Globale », qui contient de nombreuses atteintes au droit à la vie privée, à la liberté d'informer et de manifester. Au-delà, elle conforte de surcroît les thèses ultra sécuritaires portées par l'extrême droite et le Rassemblement National (RN).

La réaction de la présidente du RN face aux menaces publiques de coup d'État militaire à l'appel d'anciens généraux, aux récentes tribunes de militaires et de policiers, confirme d'ailleurs combien son idéologie est antinomique avec les fondements de notre République.



À l'heure, où les tenants des pouvoirs tendent à brouiller les repères, il faut le dire et le réaffirmer avec force ; le Rassemblement National est un parti d'extrême droite, ennemie historique des travailleuses et des travailleurs.

L'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite serait cauchemardesque avec comme dangers réels : une destruction programmée des syndicats, une répression sans précédent des migrant.e.s, des sans-papiers, un retour en arrière massif des droits acquis pour les femmes et les hommes LGBTI (*lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes*), une accentuation de la casse de toutes les garanties collectives (*Droit du Travail, Sécurité Sociale, Services Publics*), une société encore plus autoritaire, une Constitution dans laquelle serait gravée la préférence nationale et les conséquences qui y seraient associées !

VALEURS ACTUELLES : UNE ROBRIQUE POUR LES PÉPÉLÉTIÉS GALONNÉS...



Sous sa peinture sociale, le RN n'a rien d'un parti ouvrier. Pour exemples, Il exige aujourd'hui que les Français paient le remboursement de « la dette » COVID et travaillent plus. Il est contre le SMIC et son augmentation, contre la retraite solidaire par répartition (*Rappelons que le Rassemblement National était contre toutes celles et tous ceux ayant lutté pour la défense et l'amélioration de notre système de retraite par répartition, n'hésitant pas alors à les qualifier de « terroristes » !*). Il est contre l'égalité Femme/Homme. Il est pour la défiscalisation des heures supplémentaires et la suppression de l'ISF (*Impôts sur la Fortune*). Il prône une augmentation de 3% de plus de la TVA et la généralisation des exonérations sociales qui achèveront la sécurité sociale.

Nous devons tout faire pour éviter cela.

Ainsi, notre responsabilité en tant qu'Organisation Syndicale est donc de mener le combat contre les idées d'extrême droite et le racisme afin d'en démontrer l'imposture sociale.

A quelques semaines des élections régionales, et à un an de l'élection présidentielle, il nous appartient donc de contribuer à la bataille des idées. Notre rôle d'éducation populaire vise à convaincre de la dangerosité d'un tel vote.

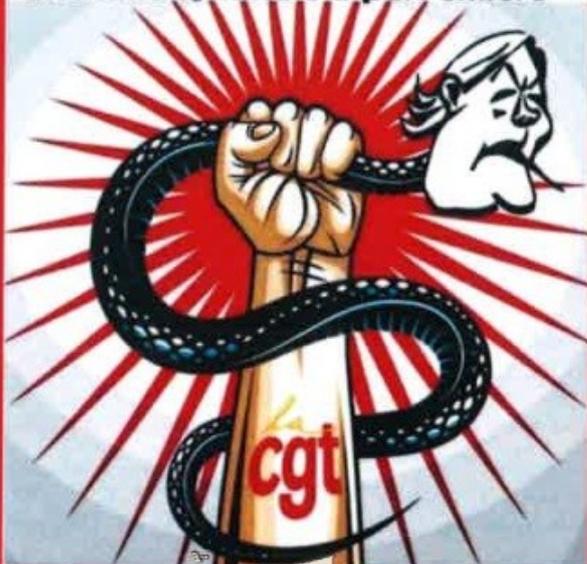


Manifestation

Samedi 12 Juin 2021 à 10h30
Place du Jeu de Mail à Privas

COMBATTRE LES IDEES D'EXTRÊME DROITE

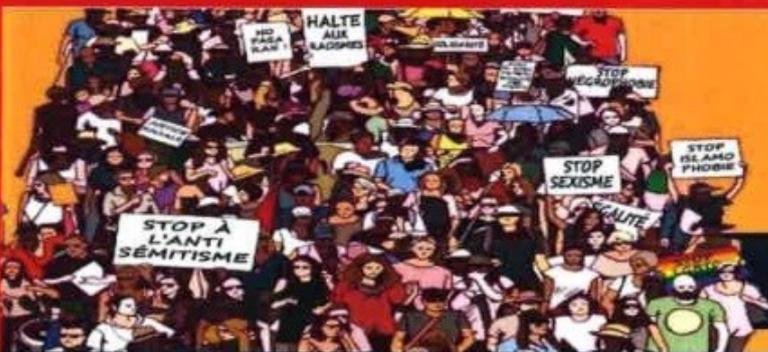
Une lutte syndicale à part entière



Aux côtés d'autres organisations syndicales, d'associations, de médias et d'organisations politiques, la CGT Ardèche lancera la première grande journée de mobilisation du Samedi 12 Juin contre les idées d'extrême droite pour réaffirmer son engagement dans la lutte syndicale contre la haine, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le sexisme, le contrôle de nos libertés individuelles et collectives.

Alors, toutes et tous ensemble, retrouvons-nous le samedi 12 juin à 10h30 à Privas à la Place du Jeu de Mail (en haut du Boulevard des Mobiles - au-dessus du Tribunal) pour dire :

- Non à la haine,
- Non au racisme,
- Non à la xénophobie,
- Non à l'homophobie,
- Non au sexisme
- Oui à la Fraternité,
- Oui à l'Égalité,
- Oui au Social,
- Oui à la Défense de nos Libertés.



MARCHONS POUR NOS
LIBERTÉS
CONTRE LES IDEES
D'EXTRÊME-DROITE

SAMEDI 12 JUIN 2021

TOUTES LES INFOS ET LES MOBILISATIONS
SUR MARCHÉ DES LIBERTÉS.FR

10h30 – Privas, monument aux mobiles de l'Ardèche

< UD CGT 07 : Tél. : 04-75-66-76-66 / Mail : ud07@cgtardeche.org >

LE FN-RN FAIT APPEL À GOEBBELS !



EN HAUTE-SAVOIE, NOUS LE FERONS :

Nous refuserons l'accueil des migrants et leur prise en charge par le département.

Nous effectuerons des tests osseux pour déterminer l'âge des prétendus Mineurs Non Accompagnés, en fait des majeurs, afin de les démasquer.

Nous lutterons contre la fraude sociale : que les aides bénéficient aux français dans le besoin.

Nous renforcerons la sécurité des collèges et de leur environnement, face aux voyous.

Nous défendrons la culture de nos terroirs et favoriserons notre identité Savoisiennne.

Photographies matriculaires de jeunes détenus polonais du camp de travail de Lodz, 1943. Documents publiés dans Roman Hrabar, Zofia Tokarz et Jacek E. Wilczur, *Enfance martyre. Le martyre des enfants polonais pendant l'occupation hitlérienne*, Varsovie, Éditions Interpress, 1981. De gauche à droite et de haut en bas : Maria Wisniewska, transférée au camp de Ravensbruck en 1944; Elzbieta Konarska, 10 ans, et Wieslawa Skibinska, transférées au camp de Ravensbrück en septembre 1944; jeune garçon au sort indéterminé.

Ci-dessus :

Tract diffusé sur le marché et figurant dans l'envoi pour les élections.

Relevé sur Résistance

PANNEAU 11

(catalogue page 28-29 et page 34-35)

Les Lois raciales



Relevé sur un dossier ANNE FRANCK

Édité par le CDDP Val-de-Marne et le musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne dans le cadre de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Les nazis érigent le racisme en un système hiérarchisé : ils estiment appartenir à la «race aryenne», qu'ils prétendent supérieure. Ici, un enfant est examiné selon les «critères de race».

Je ne veux pas voir ces individus et leurs amis (Marine Le Pen avec l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber) diriger notre pays.

Pour leur faire barrage, la loi française ne me permet pas d'avoir un autre choix .

Au second tour j'utiliserai le bulletin de vote Macron. Je n'ai aucune illusion, j'ai toujours combattu sa politique quand il était ministre et je combattrai demain sans concession.



Les fondateurs du Front National

- Léon Gaultier, ancien de la Waffen-SS
- Georges Bidault, colonialiste
- Pierre Bousquet, ancien de la division SS Charlemagne
- François Brigneau, ancien milicien condamné pour collaboration
- Dominique Chaboche, ancien du groupuscule fasciste Occident
- André Dufraisse, collaborateur
- François Duprat, diffuseur du négationnisme
- Pierre Durand, connu pour avoir commenté les discours d'Hitler et de Pétain

Photo relevée sur Facebook, l'auteur reste anonyme. C'est mieux pour lui . C'était pour la présidentielle précédente.

MARINE LE PEN
Peut changer le nom de son parti,
Elle ne peut pas changer les noms des fondateurs du FN : des nazis et des collabos !

TUER DU « GAUCHISTE »

Papacito appelle au meurtre des « gauchistes » : soutien aux Insoumis et à tous les militants menacés !

Dans une vidéo, le militant youtubeur d'extrême droite Papacito met en scène la mort par balle d'un « gauchiste » associé à l'électorat de Jean-Luc Mélenchon. Une menace de mort à peine voilée qui vise plus largement l'ensemble des militants de gauche et d'extrême-gauche.



Marine Le Pen valse à Vienne avec des pangermanistes - L ...

<https://www.lexpress.fr > Monde > Europe>

Valse brune à Vienne – Libération

<https://www.liberation.fr > International>

VIENNE - Marine Le Pen s'est piégée toute seule - Le Point

<https://www.lepoint.fr > Politique>

Marine Le Pen à un "bal immonde pour nostalgiques du IIIe ...

<http://www.francesoir.fr > Actualité > Politique>

Résistance

BULLETIN PÉDAGOGIQUE ANNUEL

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

Édité par le CDDP Val-de-Marne et le musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne dans le cadre de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Édité par le CDDP Val-de-Marne et le musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne dans le cadre de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU

Nous venons d'apprendre avec colère la dégradation du local de nos camarades des Jeunes Communistes du Calvados par le GUD (Groupe Union Défense), mouvement pourtant dissous depuis 2017.

N'étant pas sectaires et sachant le devoir de la jeunesse communiste de combattre la fascisation, nous apportons notre plein soutien à nos camarades du Calvados.

Ces tags sont inquiétants car ils s'inscrivent dans un climat délétère entretenu par la macronie éborgneuse de gilets jaunes, sur fonds de tribunes de militaires appelant à renverser la République dans le torchon Valeurs Actuelles, de tentatives d'attentats d'extrême-droite empêchés ou non, de haine propagée à l'encontre d'une partie de la population française et de débats nauséabonds sur le soi-disant "islamo-gauchisme".

Nous apportons tout de même deux précisions à nos camarades des JC du Calvados :

- ce n'est pas le débarquement en Normandie qui a mis fin au nazisme, mais bien la contre-offensive militaire et politique de l'URSS qui, de Stalingrad à Berlin, a porté sur ses épaules la majorité de l'effort de guerre ;

- le GUD a aussi des liens avec la bataillon Azov, une milice fasciste et antisémite d'Ukraine, faisant la guerre aux populations du Donbass. Un de leurs anciens membres, Roman Prorassevitch, est devenu la nouvelle coqueluche de l'occident suite à son arrestation par la Biélorussie.

Nous appelons tous les progressistes de notre pays à profiter de la manifestation du 12 juin pour les libertés publiques pour marcher contre la bête immonde !

Bureau national JRCF



Un ami nous transfère ce texte = réponse du Maire d'Arcueil à un vœu présenté par les élus FN de sa ville au sujet de l'accueil des migrants

> Il est diffusé sur le site du Mrap de Strasbourg lien ci dessous:

>

<http://mrap-strasbourg.org/VOICI-UN-TEXTE-MAGNIFIQUE-A-DIFFUSER-LE-MAIRE-D-ARCUEIL-REPOND-AU-FN-DANS-SA>

>

> VOICI UN TEXTE MAGNIFIQUE A DIFFUSER. LE MAIRE D'ARCUEIL REPOND AU FN DANS SA VILLE

lundi 10 octobre 2016

Conseil municipal du 29 septembre 2016

Intervention de Daniel Breuiller, maire d'Arcueil, en réponse au vœu du Front National intitulé « ma ville sans migrants »

"Ce vœu est une insulte à l'histoire de notre pays et de notre commune.

Je vais vous rappeler la Constitution de 1793 :

« Tout étranger âgé de 21 ans, qui domicilié en France, y vit de son travail, ou acquiert une propriété ou épouse une française ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits des citoyens français. »

Voilà plus de deux siècles, la République se définissait ouverte et accueillante. Votre pensée est moyenâgeuse, Arcueil a accueilli bien des migrants : Marie Curie par exemple, Antoine Marin dont un prix d'art contemporain porte le nom... Combien de familles venues d'Italie ou d'Espagne fuyant le fascisme, combien de familles juives d'Europe de l'Est dont plusieurs, hélas, livrées par la police de Pétain au régime Nazi.

Des gens célèbres mais aussi des maçons, des carriers, des ouvriers, des instituteurs, des réalisateurs, des commerçants. Dulcie September, luttant en France contre le régime de l'apartheid jusqu'à son assassinat. Des réfugiés chiliens fuyant Pinochet et même sans doute des réfugiés roumains fuyant la dictature Ceausescu.

Si nous avons fermé la porte aux migrants vous ne trouveriez guère de médecins à l'accueil des urgences de l'hôpital, les poubelles ne seraient plus ramassées dans nos rues, votre colistière ne serait peut-être pas à vos côtés ce soir et Picasso n'aurait pas rencontré Julio Gonzalez ici même.

Votre vœu est une honte à propos des réfugiés alors qu'en ce moment même des enfants meurent sous les bombes à Alep, des familles sont affamées, les opposants politiques assassinés en Syrie, au Soudan ou en Erythrée.

Votre vœu est une honte parce que plus de 11 000 personnes ont péri en Méditerranée au cours des deux dernières années. Notre ville s'est déclarée prête voilà un an à participer à l'accueil de réfugiés car Calais, les bidonvilles qui fleurissent sont une indignité. A ce jour nous n'avons pas été sollicités, mais je réitère au nom de la majorité municipale notre disponibilité à accueillir les deux ou trois familles que les engagements internationaux nous demanderaient d'accueillir.

Il y a 36 000 communes en France, les engagements internationaux de la France parlent de 30 000 réfugiés, l'évacuation de Calais et des autres camps concerne 12 000 personnes. Cela ne fait même pas une famille par commune ! Et nous ne pourrions pas ?

A Arcueil, des particuliers se sont portés volontaires pour accompagner ces migrants dans leur insertion et même plusieurs pour les loger. Une famille syrienne vit depuis 3 ans dans un logement de 30m² avec 3 enfants. Elle est avocate, lui ingénieure et ils vivent en faisant des ménages et des traductions.

Beaucoup de familles françaises ont un parent ou un aïeul étranger. Ici même dans le conseil nous avons des parents, grands-parents venus de Belgique, de Guinée, du Cameroun, de Pologne, d'Algérie, du Maroc, de Roumanie, de Serbie, du Portugal, d'Espagne...

Ils forment notre nation par leur adhésion aux valeurs de la République.

Votre vœu cultive le fonds de commerce de votre parti, la peur, la haine de l'étranger. Marion Maréchal Le Pen parle des migrants comme la « poussière » que l'on disperse. Elle dit « ça » pour qualifier des humains.

Ces discours, cette attitude ressemblent énormément aux années 1930 lorsque, la crise économique s'aggravant, des gouvernements ont fait des juifs, le bouc émissaire de la colère de leurs peuples.

Les êtres humains ont en eux, la capacité à s'élever, la capacité d'empathie et de fraternité.

Ils ont aussi des pulsions de mort et de violence contre lesquelles la culture, l'éducation et l'amour de son prochain doivent former rempart.

Vous portez une très lourde responsabilité en appuyant sur ces tentations de haine et de xénophobie.

Nous ne vous laisserons pas dénaturer notre pays."

Daniel Breuiller

Maire d'Arcueil

dans Activités

A Strasbourg aussi : Le mouvement des Femmes kurdes en France appelle à participer en masse à la manifestation "Vérité et Justice pour Sakine, Rojbin et Leyla", demain, mercredi 21 décembre, 14h30 place de la République
Le meurtrier présumé des trois militantes kurdes tuées à Paris en 2013 est mort, mais les commanditaires de ces assassinats sont libres et toujours vivants. Appel à manifester à Paris pour la Vérité et la Justice mercredi 21 décembre 2016 par le Mouvement des Femmes kurdes

Bref compte-rendu du rassemblement pour la Syrie du 17 décembre à Strasbourg

L'assassin présumé des trois femmes kurdes à Paris en 2013 est mort. Les commanditaires de ces assassinats sont libres et toujours vivants : ils sont au pouvoir en Turquie ! Communiqué des avocats des familles

Vérité et justice pour Sakiné, Fidan et Leyla

Après l'attentat d'Istanbul, « vengeance », le mot indigne dans la bouche d'un chef d'Etat

Notre humanité se noie en mer - Déambulation dans des rues de Strasbourg avec des portraits de disparus...

Harcèlement, démolitions dans la vallée du Jourdain : un témoignage significatif

ALEP-SYRIE

Notre humanité se noie en Méditerranée - Déambulons nombreux avec des portraits de disparus.e.s en Méditerranée, des panneaux et flyers ! Discutons avec les passants ! Rassemblement ce samedi place de l'Etoile à 11h

Rassemblement National : Indignation et colère

Communiqué de presse des organisations de Haute-Savoie (PCF, PS, EELV, Génération.s, LFI, Nouvelle Donne) :

La circulaire électorale des candidats du Rassemblement National suscite l'indignation et la colère de tous les citoyens attachés aux valeurs d'humanisme et de fraternité.

La proposition de faire pratiquer systématiquement à l'ensemble des jeunes migrants un test osseux pour déterminer leur âge nous ramène à des pratiques dignes des pires moments de notre histoire.

Pour justifier cette proposition, le RN s'appuie, à tort, sur une décision du Conseil Constitutionnel. Or, à aucun moment, il n'a été question dans l'arrêt du Conseil Constitutionnel de systématiser le recours à ces tests.

Une large majorité de scientifiques, y compris l'ordre des médecins, affirment depuis un certain temps que ce test osseux n'est pas fiable pour déterminer l'âge d'un mineur en particulier à l'adolescence.

Comment peut-on croire que l'intérêt supérieur de l'enfant sera respecté alors qu'on le sait, ce test osseux est le plus souvent utilisé pour expulser.

L'intérêt supérieur de l'enfant sera un peu respecté quand la France acceptera, en cas de doute sur l'âge d'une personne, le principe de la présomption de minorité.

La France doit se souvenir qu'elle est signataire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Dans une période où des centaines de mineurs isolés sont livrés à eux-mêmes en dépit de l'obligation de mise à l'abri qui existe dans notre pays, il est urgent de réorienter les politiques d'accueil des mineurs isolés en appliquant le droit international et en favorisant des financements tripartites Département / Etat / Europe pour permettre un accueil digne, un accès aux droits élémentaires à tous les mineurs arrivant dans notre pays.

Accueillir dignement les mineurs, les soigner et les éduquer, sont nécessaires pour éviter qu'ils soient maltraités, récupérés dans des réseaux de prostitution, de drogue ou des groupes religieux extrémistes. Accueillir dignement les mineurs isolés c'est prévenir de la délinquance. Cependant pour pouvoir le faire, il faut que la mission qui a été confiée par l'État aux départements soit soutenue politiquement et financièrement pour que les départements ne soient pas abandonnés et submergés par l'enjeu majeur qu'est l'accueil des mineurs isolés.

Face aux ignominies proposées par les candidat-e-s du Rassemblement National, la vigilance et l'union de tous les démocrates s'avèrent plus que jamais nécessaires. Pour faire reculer les idées haineuses et xénophobes, seuls une participation massive aux prochaines élections départementales des 20 & 27 juin et le vote pour les candidats de Chablais en Commun permettront de leur barrer la route du second tour.

Pour nos enfants et la jeunesse, il faut bannir la haine et construire un monde de FRATERNITÉ et de PAIX. C'est pourquoi l'ensemble de nos organisations appellent les citoyen-ne-s à participer massivement aux marches pour les libertés et contre l'extrême-droite le samedi 12 juin.

Thonon : 10h30 Place des Arts

Annecy : 14h Préfecture

« Les coupables, ce sont les victimes »

par Éric Fassin <https://www.nouvelobs.com/idees/20210409.OBS42515/les-coupables-ce-sont-les-victimes-par-eric-fassin.html>

Naguère, en matière de racisme, les choses semblaient simples : il y avait en France, disons depuis les années 1960, avec la décolonisation et le reflux de l'extrême droite, un consensus apparent pour rejeter le racisme. Bien sûr, en 1983, il y eut d'un côté la Marche pour l'égalité et contre le racisme, de l'autre les premiers succès du Front national. Mais c'était aussi le moment où revenait en force, dans le débat public, la figure de la République universaliste. Ainsi, l'exception raciste semblait encore confirmer la règle antiraciste.

À l'époque, tant le racisme que l'antiracisme étaient définis comme des idéologies. En conséquence, il suffisait de répudier le racisme pour en être exonéré ; mais pour en être accusé, il fallait le revendiquer. Autant dire que le racisme, c'était l'autre. D'ailleurs, pour mieux le tenir à distance, on l'attribuait volontiers aux classes populaires : les élites éclairées s'en croyaient exemptes. Le racisme, pensaient-elles, n'était qu'un résidu idéologique dû à l'ignorance. Les lumières de la raison devaient pouvoir dissiper cette obscurité.

Racisme systémique

Depuis les années 1990, il est devenu de plus en plus difficile de se contenter d'une telle conception.

En effet, le racisme n'a rien de résiduel. Au contraire, il pèse de plus en plus sur les minorités. Ce n'est pas seulement l'insulte ou l'agression ; ce sont aussi, et peut-être surtout, les mécanismes insidieux de la discrimination raciale, en particulier dans l'accès à l'emploi ou au logement, ainsi que dans les rapports avec la police. Cette prise de conscience a entraîné une nouvelle approche du racisme, moins idéologique que sociologique. Il s'agit, non seulement d'individus racistes, mais de mécanismes sociaux structurels : c'est ainsi qu'on parle de « racisme systémique ».

La question n'est pas tant de juger les intentions que les résultats, soit le racisme en effet. Force est de constater, par exemple, que des milieux professionnels qui revendiquent hautement l'antiracisme (universitaires, journalistes, politiques...) ne font guère de place aux minorités raciales. Cette redéfinition correspond ainsi à un véritable changement de paradigme. Non plus : qui est raciste ?

Mais : qui subit le racisme ? C'est donc renverser le point de vue, en délaissant l'idéologie pour s'attacher à l'expérience des discriminations qui constitue ces personnes que l'on nomme désormais racisées.

Or, dans le même temps, le vote d'extrême droite n'a cessé de progresser, à tel point qu'aujourd'hui, la victoire du Rassemblement national à l'élection présidentielle ne paraît plus impensable. Sans doute dira-t-on que la stratégie de dédialisation de Marine Le Pen y est pour beaucoup. Encore faut-il noter, dans l'autre sens, que les idées de l'extrême droite ont gagné du terrain à droite, et même à gauche : la continuité des politiques d'immigration, d'un président à l'autre, et l'obsession croissante pour l'islam, de droite à gauche, en sont les signes les plus visibles.

« Le discours d'Erica Zemmour est, à demi-mot, un appel à la guerre civile »

Désormais, le racisme s'exprime à découvert. Loin de fermer la porte des médias, une condamnation pour incitation à la haine raciale l'ouvre grand. Tout se passe donc comme si la prévalence des discriminations raciales finissait par autoriser la parole raciste. À force de tolérer le racisme systémique, on a vu revenir, ouvertement, l'idéologie raciste : c'est ainsi qu'on présente le « Grand remplacement », discours de haine, comme une « théorie ». Ainsi, la banalisation des effets discriminatoires a légitimé le retour du racisme en intention.

Racisme et antiracisme politiques

Ce ne sont plus simplement des discours idéologiques, ni seulement des mécanismes structurels ; de plus en plus, le racisme s'inscrit dans des politiques. On l'a constaté contre les Roms, pris pour cibles jusqu'au sommet de l'État, de Nicolas Sarkozy à Manuel Valls ; contre les musulmans et surtout les musulmanes, comme le montrent les lois à répétition visant le voile ; et contre les minorités visibles, avec les contrôles au faciès que, condamné, l'État a justifiés devant la justice en 2016 au motif qu'ils viseraient « la seule population dont il apparaît qu'elle peut être étrangère ».

La progression de ce racisme politique explique en retour la montée d'un antiracisme politique, porté en particulier par des personnes concernées au premier chef. Ce n'est donc pas un hasard si la question des violences policières y joue un rôle central : elle articule l'expérience partagée d'un racisme systémique avec la mise en cause de la responsabilité politique de l'État.

Le ministre de l'Éducation nationale ne s'y est pas trompé : le 21 novembre 2017, il annonçait porter plainte contre le syndicat Sud-Éducation 93, accusé d'organiser des ateliers en non-mixité, et surtout coupable d'oser parler de « racisme d'État ». Réclamant « l'unanimité de la représentation nationale », Jean-Michel Blanquer était salué ce jour-là à l'Assemblée nationale par une ovation générale, à commencer par Marine Le Pen. En opposition à l'antiracisme politique, un nouveau front républicain se constituait alors non pas contre, mais avec le Rassemblement national ; non pas contre le racisme, mais contre un nouvel antiracisme redéfini du point de vue des personnes directement concernées.

D'ailleurs, les attaques récentes contre les réunions non-mixtes d'un autre syndicat, l'UNEF, permettent à la dirigeante d'extrême droite de donner une fois encore des leçons d'antiracisme. Et parmi celles et ceux qui s'indignent d'une telle récupération, beaucoup n'en imputent pas moins la faute à l'antiracisme politique...

Une offensive politique

Ce n'est pas un hasard si c'est en juin 2020 que le président de la République, en dénonçant les universitaires qu'il juge « coupables » de « casser la République en deux », a lancé l'offensive contre le « séparatisme ».



C'était au moment précis où le comité Adama Traoré réussissait à mobiliser fortement la jeunesse ; en même temps, à l'heure de quitter ses fonctions, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, soulignait que « les institutions participent de la production des discriminations systémiques en France. »

Jacques Toubon : « Il faut remettre de l'humain dans la machine France »

Cette institution de la République avait déjà démontré début 2017, dans une enquête sur les relations avec la police, que les jeunes hommes arabes ou noirs sont vingt fois plus contrôlés que le reste de la population. Et c'est encore elle qui venait de dénoncer en mai 2020, dans la police, « l'existence d'une dimension systémique de discriminations fondées sur l'origine à l'encontre d'un groupe entier. »

Or, sans même parler de les combattre, Emmanuel Macron a refusé de nommer les « violences policières » : pour lui, « ces mots sont inacceptables dans un État de droit. »

Et son ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, va jusqu'à déclarer avec une ironie cruelle : « Quand j'entends le mot "violences policières", personnellement je m'étouffe. » Qu'importe le Défenseur des droits ! Le président s'en prend aux mots plutôt qu'aux choses : en effet, ne serait-ce pas plutôt dans un État policier qu'il est interdit de parler de violences policières ? La contradiction est patente : la rhétorique républicaine ne parvient plus à masquer des pratiques contraires aux principes de la République. D'ailleurs, pourquoi y aurait-il besoin de répéter ce mot à chaque phrase, s'il n'avait pas perdu une grande partie de sa substance à force d'être instrumentalisé pour justifier des dérives antidémocratiques ?

Ce qui se joue dans le refus du président de la République, il l'explicitera lors d'un entretien accordé à Brut le 4 décembre 2020. « Il y a des policiers violents ». Pourquoi récuser aujourd'hui l'expression qu'il utilisait pourtant en 2017 pendant sa campagne ? « Je peux vous dire "il y a des violences policières" si ça vous fait plaisir que je le dise. » Mais ce serait devenu un terme « politisé » pour ceux qui veulent « la dissolution de l'État ». C'est pourquoi « je n'aime pas donner crédit à un concept » ; ainsi, « je le déconstruis en disant : il y a des violences de policiers. » S'il préfère reconnaître des bavures de simples individus, c'est pour récuser leur caractère systémique. En effet, « violences policières », pour Emmanuel Macron, « c'est devenu un slogan », qui revient à affirmer « qu'il y a une violence consubstantielle à la police, comme d'autres disent : "il y a un racisme consubstantiel à la police". » Il s'agit bien d'un déni du racisme institutionnel. En témoignent les poursuites contre Assa Traoré pour avoir nommé les gendarmes aux mains desquels son frère est mort – alors que ceux-ci, depuis 2016, ne sont toujours pas mis en examen. C'est pourquoi il était et reste légitime de parler d'une affaire d'État.

Du « nouvel antisémitisme » au « racisme anti-Blanc »

Or un tel déni est de moins en moins tenable. Aussi la rhétorique réactionnaire opère-t-elle actuellement un second renversement, pour annuler le premier : c'est l'antiracisme politique qui est accusé de racisme. Ne parle-t-il pas de race ? L'offensive contre « l'islamo-gauchisme », qui pour nos gouvernants inclut le postcolonialisme et l'intersectionnalité, en est la dernière illustration : « en biologie, ça fait bien longtemps qu'on sait qu'il n'y a pas de race », proteste ainsi en février 2021 la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche Frédérique Vidal qui annonce une enquête sur les universitaires. Et nos politiques de condamner tout un champ lexical : « On parle de "non-mixité raciale", de "blanchité", de "racisé" », s'indignait déjà Jean-Michel Blanquer en 2017 ; « les mots les plus épouvantables du vocabulaire politique sont utilisés au nom d'un prétendu antiracisme alors qu'ils véhiculent évidemment un racisme. »

« Race et sciences sociales » : enquête sur le débat qui déchire l'université

Point n'est besoin de comprendre ce vocabulaire pour le dénoncer : le ministre de l'Éducation nationale hésitait d'ailleurs en parlant de « ces ateliers qualifiés, j'ouvre les guillemets, de "non-racialisés"... et de "racialisés" aussi – je ferme les guillemets. » (sic) Quant au Président de la République, il évoquait des « discours racisés » (sic). Et qu'importe si la race (au singulier), concept antiraciste, n'a rien à voir avec les races (au pluriel), catégories empiriques pour les racistes ? Refuser ce vocable serait la condition nécessaire, mais aussi suffisante, pour échapper à l'accusation de racisme. L'antiracisme dominant dans les années 1980 visait une idéologie raciste ; dans les années 2010, il s'arrête au mot race. Dans cette perspective, le nouvel antiracisme serait un racisme nouveau.

Mais ce renversement lui-même redouble : les vrais racistes, ce seraient (surtout) des personnes racisées. En France, les Arabes et les Noirs seraient moins victimes que coupables de racisme. Pareil basculement ne s'est pas fait

d'un seul coup. On peut repérer trois étapes. La première, c'est l'invention du « nouvel antisémitisme », que Pierre-André Taguieff qualifie plus précisément de « nouvelle judéophobie » : à la différence de l'ancien, dont il prendrait le relais, il serait ancré à gauche ; en outre, c'est dans les « banlieues », autrement dit les classes populaires issues de l'immigration, qu'on le rencontrerait surtout. Sur ces deux points, c'est bien l'ancêtre de l'islamo-gauchisme, notion que l'on doit aussi à Pierre-André Taguieff. Or les enquêtes empiriques de la CNCDH « nuancent » pour le moins cette hypothèse : selon le rapport annuel de 2016, aujourd'hui comme hier, « le rejet des juifs va de pair avec celui des musulmans, des étrangers, des immigrés. » Le vieil antisémitisme n'a pas été remplacé par le nouveau.

Deuxième étape, la légitimation de la notion de « racisme anti-blanc ». Si l'extrême-droite en a longtemps gardé le monopole, sur ce sujet comme sur d'autres, la droite a fini par la rejoindre – et avec elle une partie de la gauche. En 2005, à la suite d'un article du Monde évoquant « des violences anti-Blancs » (avec guillemets), un appel est lancé contre les « ratonnades anti-Blancs » (sans guillemets). Ce manifeste est alors dénoncé par les organisations antiracistes, comme SOS-Racisme, le MRAP et la LDH. Mais en 2014, une autre association, la LICRA, va se porter partie civile dans un tel procès, et obtenir gain de cause : pour la première fois, la justice prend en compte le « racisme anti-blanc » comme circonstance aggravante d'une agression.

Lilian Thuram : « On ne naît pas blanc, on le devient »

Ce n'est pas tout. Les personnes racisées ne sont plus seulement exposées à l'accusation d'antisémitisme et de racisme anti-blanc. La troisième étape, qui est en train de se jouer en ce moment-même, c'est de considérer qu'un Noir (ou un Arabe) qui insulte l'un des siens en tant que tel fait preuve d'un racisme intra-communautaire. Ce programme politico-judiciaire est dessiné par l'essayiste Raphaël Enthoven dans un tweet du 8 juin 2020 : « Pourquoi les crachats "arabe de service", "collabeur", "nègre de maison" ou "bounty" ne sont-ils pas tenus par la loi pour des injures racistes, ni punis à ce titre ? Quelle différence entre "sale nègre" et "nègre de maison" ? Pourquoi seule la première insulte est-elle répréhensible ? »

« **Arabe de service** »

Il ne faut pas se laisser abuser par ce faux bon sens : ce n'est pas la même chose. L'expression « sale nègre » se veut redondante : elle vise toutes les personnes noires. En revanche, « nègre de maison » cible seulement certains Noirs, accusés de faire le jeu de la domination raciale. La première formulation renvoie à une nature essentielle ; c'est donc une injure raciste. La seconde signifie au contraire une propriété accidentelle (pour reprendre une distinction philosophique classique), soit un trait particulier ou une position singulière. C'est donc bien une insulte ; toutefois, elle est politique et non raciale.

Reste que cette bataille se déplace maintenant des réseaux sociaux aux tribunaux : la syndicaliste policière Linda Kebbab venait tout juste de porter plainte contre le journaliste Taha Bouhafs pour injure publique à caractère raciste. Le 3 juin 2020, cette représentante Unité SGP FO jugeait qu'à la mort de George Floyd, en faisant le rapprochement avec la mort de son frère, Assa Traoré « se saisit d'une affaire américaine qui n'a absolument rien à voir ». C'était au lendemain de la première des deux manifestations organisées par le Comité Adama Traoré, suscitant quelques jours plus tard la réaction d'Emmanuel Macron. Le reporter répondait alors d'un tweet : « A.D.S. : Arabe de service ».

Assa Traoré : « Cette culture outrageante de l'impunité policière doit cesser »

À l'évidence, il ne parlait pas de tous les Arabes – au contraire. Mais la bataille porte bien sur la manière de définir le racisme.

Contre les mobilisations antiracistes, Linda Kebbab déclarait en effet : « En France, il y a une chose qui est importante et que malheureusement on est en train de bafouer, c'est la non-racialisation des débats que certains veulent importer » D'ailleurs, la LICRA se porte à nouveau partie civile. Et c'est à propos de la police, une nouvelle fois, que cette question est posée.

Autrement dit, l'enjeu est bien politique : avec la définition du racisme, c'est du rôle de l'État qu'il s'agit.

Inverser le sens du racisme

Depuis les années 1990 et surtout 2000, en France, en même temps que les sciences sociales, les mobilisations antiracistes ont redéfini le racisme en partant de l'expérience des personnes racisées, c'est-à-dire de celles qui le subissent, plutôt que du point de vue de celles qui en sont accusées. C'est bien en ce sens que le comprennent les nouvelles générations. Passer ainsi de l'idéologie au résultat, ou encore de l'intention aux effets, a révélé, au-delà des cas individuels, une logique structurelle.

Omar Sy : « Les violences policières sont l'affaire de tous »

En refusant de nommer ce racisme systémique, et donc de le dénoncer en tant que tel, les politiques ont paradoxalement confirmé que leur responsabilité était bien engagée : ne pas le combattre, c'est en être complice. Sans doute peut-on s'appuyer sur l'État pour combattre le racisme : sa condamnation pour les contrôles au faciès en est la preuve. Toutefois, le Défenseur des droits l'a souligné, les institutions jouent en même temps un rôle dans la production de discriminations systémiques.

En réaction, une contre-offensive a été lancée dont la rhétorique inverse le sens du racisme. Au lieu d'accepter que le racisme structurel engage notre responsabilité collective, elle pose que les véritables racistes seraient les personnes racisées. C'est le monde à l'envers. Depuis 2016, le scandale à répétition suscité par les réunions en non-mixité raciale s'inscrit dans cette histoire ; on pourrait même dire qu'il la récapitule. Présenter ces réunions comme « interdites aux Blancs », au motif qu'elles s'adressent à celles et ceux qui subissent le racisme, c'est agiter le soupçon de racisme anti-blanc. Or partager ces expériences, c'est la raison d'être de telles réunions.

Ce qui est visé, ce n'est pas seulement le lexique racial ; c'est bien le changement de paradigme, soit le fait de définir le racisme du point de vue des personnes dites racisées. « Sans la justice, vous n'aurez jamais la paix », scandé le comité Adama Traoré place de la République. « L'antiracisme, c'est le racisme », lui rétorque aujourd'hui, dans l'espace médiatico-politique et jusque devant la justice, une bruyante rhétorique orwellienne, avant de conclure : « les coupables, ce sont les victimes ».

Éric Fassin est professeur de sociologie, à l'Université Paris 8. Il est notamment l'auteur « Populisme : le grand ressentiment » (Textuel, 2017) et de « Roms & riverains. Une politique municipale de la race » (La Fabrique, 2014).



Déclaration

« La lutte contre le racisme et les inégalités mérite mieux que des polémiques »

adoptée le 6 mai 2021

1. Institution de la République dont l'indépendance est garantie par la loi, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a pour mission, en particulier dans le cadre de ses mandats de rapporteur national indépendant en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, les LGBTI-phobies et les handiphobies, de contribuer à l'analyse du rejet de l'autre sous toutes ses formes. Elle s'appuie pour cela sur l'expérience des syndicats, des associations, des personnes qu'elle auditionne et des membres qui la composent. Face à un climat délétère caractérisé par les polémiques et la mise en cause du travail d'institutions indépendantes et de chercheurs, la CNCDH entend rappeler les principes qu'elle défend.

2. La CNCDH s'inquiète en particulier d'un renversement de perspective qui conduit certains à s'attaquer non aux problèmes eux-mêmes – les inégalités et atteintes aux droits qui subsistent dans notre société – mais aux concepts utilisés pour les formuler, comme l'islamophobie ou l'intersectionnalité, et à celles et ceux qui les emploient. Plutôt que les discriminations réelles qui perdurent, c'est le vocabulaire utilisé pour les désigner et les rendre visibles qui est devenu sujet de scandale. Ce n'est pourtant pas en occultant des concepts forgés par la communauté scientifique et les mots qui les expriment que la réalité disparaît.

3. La CNCDH rappelle que la poursuite d'un idéal universel où les droits de tous et toutes seraient respectés et protégés passe, d'abord, par la mise en lumière des situations d'inégalité et de discrimination pour mieux les corriger. Une approche scientifique, précise et rigoureuse, permet de mieux les appréhender. Le travail essentiel mené, en toute indépendance, par les chercheurs en sciences humaines et sociales, en France et dans le monde, objective les mécanismes créateurs d'inégalités et de discriminations. Il aboutit à la création de nouveaux outils d'analyse, dont les institutions, la société civile et les citoyens peuvent librement s'emparer.

1. Pour une réflexion sur ces concepts, les précautions qui doivent entourer leur usage et l'utilisation complémentaire des termes « islamophobie », « manifestations de haine antimusulmane », « actes antimusulmans », voir les rapports de la CNCDH sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, années 2013 (pp. 13-21), 2014 (pp. 16-17) et 2016 (pp. 31-44) ; rapports disponibles en ligne sur le site de la CNCDH.

4. Comme le rappelle la CNCDH dans son *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie 2020* : « les stigmatisations formulées (...) à l'encontre de recherches déployées dans les universités, sont (...) préoccupantes, et constituent des atteintes aux libertés académiques ainsi qu'une relativisation dangereuse d'approches scientifiques. Elles compromettent la sérénité de la recherche, sa nécessaire liberté et la capacité des sciences humaines et sociales à penser, élaborer et débattre d'idées, d'outils, d'enquêtes et d'expérimentations permettant de penser les termes toujours à renouveler sur les phénomènes racistes en société. »

5. Rendre accessibles tous les éléments du débat, restituer l'état de la recherche en matière de discrimination et en faire un outil d'émancipation est une des missions centrales de la CNCDH. Elle entend bien la poursuivre et continuer à œuvrer pour le rétablissement d'un débat démocratique pacifié et la défense des libertés et droits fondamentaux.

Déclaration adoptée
lors de l'Assemblée plénière du 06 mai 2021
(24 voix « pour », 1 voix « contre » et 4 abstentions)

2. CNCDH, *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie 2020*, disponible en ligne sur le site de la CNCDH à partir de fin juillet 2021.

Commission nationale consultative des droits de l'homme
20 Avenue Ségur - TSA 40720 - 75334 PARIS Cedex 07
Tel : 01.42.75.77.09 | Mail : cncdh@cncdh.fr | www.cncdh.fr

 @CNCDH
 @cncdh.france

Au feu !

Le constat est simple : il ne reste (presque) plus d'antifascistes !

La présidentielle de 2017 a montré que 11 millions de votes s'étaient portés sur le fascisme contre la démocratie, le front républicain a explosé sous les coups de butoir de Dupont « teigneux », qui vendit son âme pour un strapontin ministériel, de Macron, obsédé par sa boutique et incapable de comprendre que la Présidence de la République est au service de toute la population et non une seule classe sociale et Mélenchon, qui a oublié ce qu'il savait bien en 2012, à savoir que la lutte contre le fascisme dépasse la lutte gauche-droite.

Présidentielle: ci-gît le front républicain

A droite comme à gauche, abstention et vote blanc gagnent du terrain au second tour

Quel choix, en fonction des intentions de vote du premier tour ? (en %)



4 ans après, la droite est quasiment totalement lepénisée. On ne s'étonne pas qu'un parti ultralibéral partage avec l'extrême-droite la volonté de baisser les impôts des riches et des entreprises, en particulier les multinationales, et réduire les conquits sociaux. L'hostilité est commune à l'encontre des syndicats, et particulièrement la CGT, le salariat, en particulier les fonctionnaires, les bénéficiaires de minima sociaux qualifiés.es d'assistés.es, alors que la question du coût du capital est taboue. Droite et extrême-droite partagent logiquement l'amour des uniformes militaires ou de police aux personnes qui enseignent ou soignent. La culture et la jeunesse sont régulièrement dans le collimateur, en particulier la jeunesse racisée ou LGBT.

C'est avec surprise et de plus en plus d'effroi que l'on a assisté au renforcement de la xénophobie d'état au détriment de l'accueil et notamment du droit d'asile : Giscard qui a non seulement accueilli mais fait venir en France plus de 100000 boat-people d'Asie du Sud-Est, en bénéficiant d'un consensus national, peut se retourner dans sa tombe.

Peu à peu, Macron est passé au mépris de envers « ceux qui ne sont rien » à la lutte quasiment armée contre les oppositions sociales. L'affaire Benalla, un collaborateur (le mot s'impose) de l'Élysée qui opère des violences contre une manif CGT du 1er mai puis une campagne médiatique pour dénigrer les organisations qui seraient responsables de la violence, est devenu le modèle employé pour réprimer les mouvements sociaux, des gilets jaunes aux infirmières. On notera que Le Pen a volé à chaque fois au secours de son partenaire contre toutes les forces qui réclamaient plus de social, syndicats, associations, gilets jaunes...

Le pouvoir macroniste est ensuite passé à l'islamophobie d'état, sous les bravos de l'extrême-droite.

Enfin, il lance la charge contre les ennemis désignés : les islamo-gauchistes. Il y a très peu d'islamistes engagés dans les luttes sociales, féministes, LGBT, environnementales... Il y a encore moins de militant.es engagés dans les luttes sociales, féministes, LGBT, environnementales... qui se revendiquent de l'islam. Et aucune de ces personnes n'a la moindre sympathie pour les nazislamistes, terme qui n'est jamais repris par les grands média. Or ces personnes qui se revendiquent d'un islamisme fondé sur l'élimination, y compris physique, de qui ne partagent pas leur dogme, relèvent du nazisme. On notera la complaisance, voire le négationnisme, envers les collabos, Pétain, Maurras... La droite est passée du front républicain contre l'extrême-droite au front national contre la gauche antiraciste.

La chasse aux islamo-gauchistes à l'Université s'inscrit dans la droite ligne de la campagne menée par l'extrême-droite complotiste contre les scientifiques : négation du ré-

chauffement, du coronavirus, élucubrations sur les chem-trails...

On en arrive aux débats LREM-R-haine où la « controverse » se limite à la question des « longueurs de bites » pour savoir qui est le plus facho, l'accusation ultime étant la « mollesse » : il n'y a plus de désaccord idéologique !

Pour sa part, alors qu'une droite gaulliste, démocrate-chrétienne, ou même libérale libertaire aurait un espace gigantesque, la quasi-totalité de la droite limite sa « réflexion » à la course aux voix lepénistes. D'où la crise à LR qui, dans l'obsession de copier LREM et Le Pen, ne sert plus à rien et aurait disparu sans ses élu.es qui gèrent au niveau local (plutôt mieux que le gouvernement).

Et la gauche ?

Mélenchon a doublement raté le coche de 2017 en refusant de prendre la tête du rassemblement et de la mobilisation, pour écraser Le Pen, puis pour créer une alternative de gauche aux législatives, au profit de la construction de son parti, lequel connaît une chute accélérée.

A l'inverse, suite à l'attaque menée contre Obono, il a perçu le danger de l'islamophobie et notamment de ce l'on pourrait qualifier d'islamophobo-gauchisme porté notamment par Marianne et Charlie Hebdo (je me refuse à classer à gauche Manuel Valls et le Printemps « républicain », ces forces relevant du néo-conservatisme, c'est-à-dire de l'aile droite des conservateurs étasuniens qui prônent, comme Daesh, la guerre des civilisations).

Son analyse juste de l'islamophobie lui permet d'éviter de hurler avec les loups, pour qui il devient à son tour une cible. Mais il ne pousse pas à la contre-offensive contre l'extrême-droite, restant dans la logique présidentielle d'opposition à un homme, Macron, effectivement abject, mais pas du système néofasciste. Le résultat est que son électorat n'est pas enclin à faire barrage à Le Pen, d'autant que son parti a été très dur envers les « castors ».

Au PCF, si l'on conserve un large rejet du fascisme lepéniste, l'islamophobie passe sous les radars (pas un mot sur l'islamophobie dans la résolution concernant la présidentielle, ni de la direction actuelle, ni de l'opposition « mélenchonniste »). A croire que les membres de la direction ne lisent pas les journaux (y compris l'Humanité qui est le seul quotidien à résister à la vague islamophobe). Seule la commission de lutte contre le racisme a parfaitement analysé la mutation ce celui-ci en essentialisme (on n'attaque plus les Arabes pour une couleur de peau mais par des traits de caractère qui les rendrait incompatibles avec la République, notamment l'Islam), et compris qu'il fallait unir les forces antiracistes, des organisations traditionnelles généralistes comme la LDH ou le MRAP aux organisations spécialistes comme le CRAN ou le CICF. Cela donne une moitié de député.es qui s'absentent sur la loi de séparation d'avec la République.

Le PS, déboussolé par la gouvernance (gouvernement sans démocratie) Hollande-Valls, a oublié son passé antiraciste et la quasi-totalité de ses députés se sont abstenus sur la loi de séparation.

EELV est ses satellites (Nouvelle Donne, Ensemble, ...) sont dans une position souvent alimentaire : on se rappelle Yannick Jadot prêt à s'allier avec une droite ouverte aux écolos contre une gauche moins ouverte. On pourrait lui rappeler la déconvenue des ministres écolos dans le gouvernement social-libéral libéral sous Hollande et celle de Nicolas Hulot sous Macron. L'expérience annécienne montre leur inertie voire bienveillance face à l'extrême-droite complotiste, souvent couplée à un anticommunisme d'autant plus absurde que la seule solution aux dérèglements écologiques (pollutions, climat...) passe par au minimum par une planification écologique, au maximum par le communisme, ce qu'ont compris tant les jeunes qui clament « changeons le système, pas le climat » que les anti-écologistes qui dénoncent dans l'écologie un nouveau communisme. Cela au nom de la volonté de ne pas exclure des « citoyen.nes » d'extrême-droite à des pratiques d'exclusion des francs-maçon.nes, des syndicalistes, des « arabes »...

Pourquoi ne parle-t-on jamais d'islamodroitisme ?

Alors qu'un consensus médiatico-politique converge à vouer aux gémonies toutes les forces de gauche (UNEF, CGT, LDH, Libre Pensée, PCF, NPA, Sud-Solidaires, PG-FI, MRAP...) qui estiment qu'une musulmane a le droit de militer dans un syndicat étudiant, aller chanter dans une émission de variétés ou aller sur la plage, personne ne met en cause (y compris dans les organisations antiracistes de gauche) les collusions des forces de droite à l'islamisme militant et/ou militaire.

Il n'y a pas eu grand monde pour défendre la laïcité quand des régimes laïcs ont été attaqués par des fondamentalistes religieux : l'Occident a choisi et choisit encore les islamistes contre l'URSS en Afghanistan, contre la Yougoslavie, contre la Libye, contre la Syrie, contre le Kurdistan, contre le Yémen. En intervenant directement ou en fournissant des armes, nos pays ont permis la propagation d'une vision moyenâgeuse de l'islam.

Silence presque aussi total quand on apprend que des milices d'extrême-droite sont allées combattre aux côtés des mêmes intégristes dans ces pays.

Silence encore quand on découvre que l'attentat contre l'Hyper Casher a été rendu possible par des armes fournies par l'extrême-droite

mite, le terme d'islamo-gauchisme permet de s'appuyer sur les crimes de nazis se disant islamistes pour disqualifier la gauche antiraciste.

On pourrait rappeler le rôle politique de l'antisémitisme : les juifs comme boucs émissaires servaient à unifier la nation autour d'un ennemi commun derrière ses dirigeants. Faire reposer la crise de 1929 sur un complot juif permettait de dédouaner le capitalisme en crise confronté à la concurrence du modèle soviétique.

De nos jours, la crise du capitalisme causé par une suraccumulation extrême (quelques personnes possédant autant que la moitié de l'humanité et raflant de 90 à 100% des nouvelles richesses créées) a explosé au grand jour avec l'éclatement de la crise du Covid et la montée de la crise climatique.

Les tenant.es du système ont une crainte : que convergent les militant.es politiques, syndicalistes, d'associations et de réseaux qui luttent contre tout ou partie du système. Il faut les diviser, les diaboliser.

On notera que cela se passe dans un contexte où l'extrême-droite est totalement dédramatisée : des élu.es, des personnalités médiatiques font leur "coming-out" pro-fasciste.

Des voyous en uniformes perpètrent des discriminations voire des violences contre les racisés.es en toute impunité. A quand une mobilisation contre les zones de non-droit au sein de la police ? (Dans un tout autre domaine, grand silence sur ces zones de non droit où le fisc ne rentre pas)

Aujourd'hui, des militaires d'extrême-droite fixent des ultimatums au gouvernement et menacent de putsch mais cela n'émeut quasiment personne.

Hitler avait réussi à ce que la question du "problème juif" soit prégnante au point que même ses adversaires les plus résolu.es étaient contraint.es de se positionner dessus. Aujourd'hui, l'extrême-droite a non seulement imposé ses questions mais aussi ses réponses. Le "Printemps Républicain" de Valls copie-colle les outrances de la très lepéniste "Riposte Laïque" et certain.es à gauche croient y voir une défense de la laïcité, voire de la République alors que les séparatistes qui la menacent sont les militaires factieux et les financiers qui fraudent le fisc.

Le racisme anti-blanc, là où il est avéré, doit être traité comme n'importe quel racisme mais il n'est pas systémique, contrairement aux discriminations et attaques subies par les personnes racisées qui, du fait de leur assignation en raison de leur couleur de peau, leur patronyme, leur religion, leur origine, réelles ou supposées, sont objectivement maltraitées et criminalisées.

Les militaires factieux et leurs alliés politico-médiatiques se réfèrent ouvertement à l'apartheid mené par le gouvernement d'extrême-droite israélien, dont les multiples crimes sont couverts par les USA au nom d'intérêts stratégiques évidents (contrôle du pétrole des pays arabes). En omettant soigneusement le soutien qu'Israël a apporté au Hamas pour lutter contre le Fatah trop laïque.



Paul Moreira @PaulM... · 2 sept. 2020

Un homme manque dans le box des accusés du procès #CharlieHebdo : Claude Hermant. Il a fourni les armes à Coulibaly pour son massacre à l'épicerie Casher. C'est une figure de l'extrême-droite sur laquelle j'avais déjà enquêté, il y a 20 ans...



Le trafic d'armes oublié qui impliquait déjà Claude Hermant

streetpress.com

47

2,2 k

2,5 k

Le sinistre Darmamin prétend mettre en cause le capitalisme car il permet de vendre du halal ; en revanche, lui et ses amis politiques soutiennent l'ouverture des magasins le dimanche et les jours fériés dont le 8 mai et le 14 juillet, notamment pour que des émirs et leurs épouses (quand les arabes sont riches, la polygamie n'est plus un problème) puissent faire leurs courses immédiatement, au mépris de nos traditions. Il est vrai que les forces qui "défendent les traditions" sont muettes quand les traditions bénéficient au monde du travail.

La vraie cible des campagnes contre l'islamogauchisme n'est pas l'islam mais la gauche.

On l'a vu à Lyon et à Strasbourg : une mesure prise par la droite (repas unique sans viande, financement dans le cadre du concordat) ne crée pas de polémique alors que la même mesure prise par la gauche entraîne un déferlement médiatico-politique incroyable.

De même que le procès en judéo-bolchevisme a permis aux nazis de coller contre les communistes la vieille haine antisé-

Avis aux islamophobes



Anti-syndicalisme primaire au 20H

Décryptage ! C'est ainsi qu'est lancé le sujet du 20h du 2 mai sur l'attaque contre les militants de la CGT, pendant la manifestation du 1er mai. Le reportage commence par un rappel des faits. Jusque-là, tout va bien. Viennent ensuite les explications sur ces violences. On apprend d'abord que la CGT est victime d'une chute de ses effectifs et donc d'une diminution de son service d'ordre. Comme s'il y avait un rapport entre cette haine envers la CGT et la baisse des adhérents. Un décryptage honnête aurait mis en lumière les raisons de cette désaffection : la désindustrialisation du pays, le chômage de masse. Mais les décryptologues de l'info préfèrent donner la parole à un expert, qui va nous expliquer pourquoi la CGT a été traitée de « collabo » : parce qu'elle aurait une réputation de gardienne de l'ordre.

Alors nous allons décrypter le décryptage, c'est-à-dire montrer ce qui est caché derrière l'information fournie par le service public. L'expert en question, Bernard Vivier, n'est pas n'importe qui. Il s'agit d'un catholique fondamentaliste, ancien dirigeant de la CFTC et candidat suppléant sur une liste apparentée Front National dans le Puy de Dôme. Quant à l'Institut Supérieur du Travail qu'il dirige, il a été fondé au lendemain de mai 68, par un ancien collabo, un vrai celui-là, et créé pour former des cadres des grandes entreprises à l'action antisyndicale.

En fait de décryptage, on assiste à une opération de recryptage de ce qui est pourtant très clair.

Le 20 heures fait le jeu, ou joue le jeu des patrons, pour masquer les logiques néolibérales à l'œuvre dans la décomposition de la société, la cause principale de ces violences. Elle fait le jeu de tous ces pseudo-experts qui depuis des années tentent de discréditer l'action syndicale, et tombe elle-même dans l'anti-syndicalisme primaire. Lorsque les décryptages deviennent à ce point de l'enfumage, il y a de quoi s'interroger sur l'avenir de l'information sur France télévisions. Il y a de quoi s'inquiéter aussi pour la démocratie, pourtant le projet phare de la rédaction nationale. On a là tous les éléments du divorce entre une partie de la population et les journalistes, et le fuel pour alimenter les usines à complotistes.

Ce reportage du 20 heures de France 2 pourra au moins servir de cas d'école pour l'atelier « Expertise », l'un des dix-sept qui composent le projet « Démocratie ». Car de quelle expertise va-t-on parler dans ce think-tank de l'information ? De tous ces noms que se refilent rédacteurs en chefs et chefs de service pour faire passer un message anti-syndical ? Ou de véritables experts maison, des journalistes qui savent de quoi ils parlent parce qu'ils connaissent leur domaine, et que l'on ne berne pas avec n'importe quel expert venu d'une officine obscure ? Il y a quelques années, un directeur de l'information de France Télévisions prétendait que « *la spécialisation ne faisait pas partie de la politique de la maison* ». Résultat, on met en avant des couteaux suisses capables de réagir rapidement à n'importe quelle actualité, mais facilement manipulables, aussi bien par les experts que par leur encadrement. Il est temps que les choses changent, sinon le projet « démocratie » risque de n'être qu'un vœu pieux.

Mise à l'écart de la liste de mon canton

Suite à l'A.G. de section du 18 mars sur les cantonales, la section s'orientant vers un accord avec le PG-FI j'avais exprimé mon scepticisme à notre secrétaire de section Thierry Pris en ces termes : « De toute façon, tout est ficelé : les candidatures de la section seront les inamovibles (...) »

Sur son insistance, j'ai tenté le coup et présenté ma candidature sur le canton Annecy 4 (ex-Seynod) le 25. Lors de l'A.G. de section, cette candidature, unique sur le canton, a été retenue et la section a décidé un accord avec le PG-FI.

Lors de l'A.G. de section du lundi 19 avril, Thierry signale que le PG-FI refuse ma candidature sur le canton Annecy 4 (ex-Seynod) alors que j'aurais pu être seul candidat du Front de Gauche à habiter sur le canton (depuis plus de 20 ans !) et que je milite au PCF depuis plus de 30 ans.

J'ai saisi le conseil départemental du vendredi 23. Il n'a pas pris de décision. Je l'ai relancé le lendemain avec une proposition de motion à envoyer au PG-FI. Thierry Pris a proposé d'envoyer la motion en indiquant que cela pourrait remettre en question l'alliance sur les 2 cantons annéciens.

Mesdames, messieurs,

Notre Conseil Départemental de ce 23 avril a été saisi de votre volonté d'exclure un de nos membres, Pierre Boukhalfa, de la liste concernant le canton Annecy 4 ex-Seynod.

Il exprime solennellement sa stupeur quant à cette prétention : notre camarade habite à Cran-Gevrier, qui représente près du tiers de l'électorat du canton, depuis plus de 20 ans. Son militantisme y est incontestable et justifierait qu'il soit présenté comme titulaire.

Lorsque notre section d'Annecy a lancé l'appel à candidatures, il a répondu positivement, et sa candidature a été validée unanimement par notre Parti.

Son éviction signifierait une volonté de remplacer un militant du PCF par des militant.es de votre parti et irait à l'encontre de l'accord de non-agression entre partis de gauches conclu samedi passé.

Vous observerez que pour notre part, nous respectons scrupuleusement votre souveraineté alors que nous pourrions avoir des états d'âme sur le parachutage et le parcours politique des candidatures que votre parti a retenues.

Le respect mutuel exige que vous nous respectiez en retour et renonciez à toute incursion dans la vie du PCF.

Notre Conseil Départemental demande en conséquence que la candidature de Pierre soit retenue. En attendant, nous suspendons tout accord sur le canton d'Annecy 4.

Il va sans dire, mais ça va toujours mieux en le disant, que ce désaccord, que nous espérons passager, ne remet en cause ni notre alliance régionale, ni nos accords dans d'autres cantons du département.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de nos salutations.

Puis pas de nouvelles.

Le 1er mai, je reçois un mél appelant à distribuer le tract pour les cantonales avec comme candidat.es les parachuté.es "race pure" et comme suppléant Christian Collomb, parachuté d'Annecy.

Qu'en conclure ?

Soit il a été décidé -Quand ? Par qui ?- de passer outre l'échange avec le conseil départemental et ne pas envoyer la motion que personne n'a contestée.

Soit la décision a été prise suite à la réponse du PG-FI, qui ne m'a toujours pas été communiquée.

En tout état de cause, la décision s'est prise dans une réunion non-mixte à laquelle je n'ai pas été convié, alors que je suis le premier concerné.

Et cette décision est d'avaliser la désignation du candidat PCF par un parti extérieur. A noter le mépris évident de la population de ce canton sur lequel le PG-FI saute en parachute parce que c'est le canton le plus à gauche. De toute évidence, l'agression contre notre Parti à l'occasion de cette cantonale est un galop d'essai pour la législative de 2022, qui servira pour ce parti à financer la campagne présidentielle de 2027.

Je suis écarté, alors que je suis un militant très impliqué au PCF, mais aussi à la CGT (co-secrétaire du syndicat de l'Université et élu notamment à son Conseil Académique sur liste intersyndicale) et dans de nombreuses associations notamment ATTAC, Collectif Solidarité Palestine Annecy, monnaie locale Gentiane, supermarché coopératif Alpar et RESF (j'ai contribué à leur création en Haute-Savoie), Chaîne Humaine contre les haines (réseau antifasciste que j'ai créé), Amis de la Terre, MRAP, Mouvement de la Paix... Mes engagements m'ont valu plus de 100 articles ou photos dans les média locaux.

Par ailleurs, je suis le seul à avoir distribué le tract pour les régionales aux marchés de samedi 24 avril, dimanches 25 avril, 2, 9, 30 mai, 6 et le 12 juin. Je suis le seul militant politique à être visible dans les marchés hors période électorale. Je suis très engagé dans la campagne numérique pour les régionales.

Enfin, le 1er mai, j'ai manifesté portant la banderole du nouveau collectif anticapitaliste et antifasciste "Frappe", avec mon drapeau PCF (je suis en photo du Dauphiné, tout à gauche).



<https://www.ledauphine.com/social/2021/05/01/manifestation-du-1er-mai-300-personnes-dans-les-rues-d-annecy>

On peut comprendre la volonté du PG-FI de casser un militant qui gêne parce qu'il porte les combats du PCF, qui dérange en tant que communiste, racisé, fonctionnaire, syndicaliste, antifasciste, écologiste, pacifiste...

Mais je ne comprends pas que le PCF s'y plie. J'ai adhéré au PCF pour combattre l'exclusion et le racisme portés par l'extrême-droite, pas pour que l'on me les applique.

J'ai soutenu le Manifeste en 2018 parce que j'en avais marre que le PCF se couche devant le PG-FI et mette sous le boisseau les travaux de ses commissions, notamment la Sécurité d'Emploi et de Formation de sa Commission Économique et la puissante analyse de sa Commission Antiraciste, qui portent la contestation frontale du couple Macron-Le Pen et permettent de montrer ce qu'est le communisme au 21e siècle.

Le choix de l'effacement au profit d'une alliance au sommet continue une fois de plus.

Dernière info : les 2 membres du PG-FI titulaires pour le canton sont détroqués respectivement du PCF et du NPA.

Que l'on accorde la priorité à un ex-PCF à un militant fidèle depuis des décennies interpelle. 2 non-communistes, dont une prête à partir avec moi pour une liste dissidente m'ont posé la question inévitable : comment peux-tu rester dans un parti qui ne te défend pas ?

Que faire ?

Ma première réaction a été de me concentrer sur le 1er mai (manif + réunion + conférence), puis le marché du 2.

La deuxième réaction a été d'interpeller des camarades.

La troisième a été de constituer une liste alternative en 24h chrono, ce que j'ai réussi mardi soir pour dépôt le lendemain (dernier jour).



Après une très longue discussion, j'ai entériné le retrait au nom de l'intérêt supérieur de la gauche mais je ne mènerai pas campagne pour les personnes qui m'ont exclu une nouvelle fois.

J'ai attendu pour éviter que la polémique en lien avec l'éviction de ma candidature ne perturbe le débat interne sur notre positionnement en 2022. Les camarades ayant tranché, il est temps de réaffirmer que le PCF ne se laissera désormais plus marcher sur les pieds par les racistes du PG-FI.

Le 14 mai, j'apprends que le PG-FI me reproche un blaspème... vieux de 4 ans :

LFI te reproche seulement d'avoir écrit sur ton galopin en 2017 que Mélenchon = Le Pen

Bien que cette accusation me semble saugrenue, j'ai tenu à effectuer des vérifications.

Il se trouve qu'en 2017, j'ai mené campagne pour Mélenchon, et l'e-Galopin aussi dans une moindre mesure (des appels à une candidature unique de la gauche ont été relayés) ; pour le second tour, j'ai très largement développé dans l'e-Galopin que Le Pen était pire que Macron ; j'ai ensuite émis des critiques très vives à l'égard de Macron qui ne permettent pas de douter que j'aurais préféré Mélenchon à Macron.

J'ai en revanche émis des critiques très vives de Mélenchon suite à ses attaques contre le PCF. Je ne crois pas que cela m'ait poussé à affirmer Mélenchon égale Le Pen, d'autant que j'ai écrit l'inverse (ça, je l'ai retrouvé).

Je demande à connaître dans quelle page de quel numéro j'aurais pu l'exprimer, et pourquoi les mélenchonnistes ont attendu 4 ans pour me le reprocher.

Je ne peux pas le retrouver, mais je me rappelle également de l'avoir lu...

Me voici donc condamné pour un fait vieux de 4 ans et pour le moins étrange, qui ne correspond pas à la ligne tenue avant comme après ; par ailleurs, je ne trouve aucune critique sur le double tête-à-queue que signifierait dire que Le

Pen égale Mélenchon entre deux séries de discours disant et répétant que l'extrême-droite est pire que tout.

Heureusement, à la manif Palestine, j'ai retrouvé des camarades incroyables par rapport à cette accusation. Tout au moins, aurais-je pu commettre une erreur de frappe, ou émettre une formule ironique que les autres auraient reprise au premier degré...

J'ai préparé un mél que je n'ai jamais terminé ni envoyé, désespéré qu'un camarade que j'estimais puisse intégrer une si mauvaise opinion de moi.

Je ne peux que renouveler mon scepticisme :

- Je ne suis pas une girouette et mon engagement anti-Le Pen, forgé par de multiples attaques de lepénistes, a toujours été du côté du Front Républicain contre le fascisme. Cela m'a d'ailleurs valu de me faire traiter de "castor" par les mélenchonnistes

- Une erreur matérielle pourrait altérer la compréhension d'une phrase, voire en inverser le sens mais ce qui est curieux, c'est que personne n'ait réagi : ni les mélenchonnistes, ni le PCF, ni mon lectorat autre qui pourrait s'étonner, voire s'indigner de ce qui serait un virage

- Ce virage se trouverait contredit par les numéros suivants, notamment quand je publie in extenso une tribune de Mélenchon en marquant comme commentaire qu'elle est difficile à trouver sur l'Internet

- Lorsque l'on a débattu des alliances électorales, je n'ai exprimé aucune opposition à cette alliance, et ai même accepté d'être suppléant d'un mélenchonniste, je ne peux pas imaginer que tu penses de moi que j'aurais pu accepter d'être suppléant d'un lepéniste.

- Je trouve particulièrement féroce d'être sanctionné 4 ans après pour un fait (que personne ne retrouve) qui ne m'a pas été reproché le moment venu. En tant qu'enseignant, colle-ras-tu au bac 1 élève pour des faits commis en 3e, qui ne lui auraient jamais été reprochés ?

- Je constate que tu m'as trompé quand je t'ai dit que tout était verrouillé pour les élections et que tu m'as démenti.

- Enfin, je trouve que c'est une drôle de conception de "l'Humain d'abord" que de cogner, par derrière, un être humain sans qu'il ne sache ce qui lui vaut cette haine, ni par quel moyen il pourrait se racheter. Je dis souvent que certaines personnes m'en veulent parce que, à 3 mois, j'aurais dit "Hareu !" au lieu de "Areuh !".

Je suis convaincu que si j'avais eu un autre patronyme, je n'aurais pas subi ce traitement.

C'est la grosse déprime durant tout le week-end. J'envisage même le suicide : lundi 17, je dois me faire vacciner et ma réflexion est : tant qu'à crever, autant que ce soit par un virus dépourvu d'intelligence plutôt que des membres inhumains de l'humanité. Après réflexion, je me dis que cela ferait de la peine aux personnes qui m'aiment et plaisir à celles qui me haïssent.

22 mai, manif pour la Palestine. Mon secrétaire de section, qui y participe, me boude ostensiblement.

25 mai, je saisis ma demande de mobilité pour redescendre en Savoie, à Jacob-Bellecombette



**Petit plaisir lors du collage du 2 juin
Pour ce bureau de vote, 3 listes aux cantonales mais un seul choix proposé pour les régionales, le meilleur : Cécile Cukierman**

On est las

29 mai, je découvre que mon affichage à Cran a été recouvert par une affiche verte. Ce ne sont pas les Vert-es qui sont en cause, mais les véreux-ses du PG-FI, qui s'affichent pour les cantonales avec le slogan « On est là », sous entendu « Et pas toi, ta ta tère ! ». Le candidat PCF est absent, mais à côté des 2 socialistes, il y a Mélenchon. C'est leur affiche pour les législatives, payée avec les cotisations des communistes et cet attelage est censé être soutenu par 5 partis dont le PCF. Je rétablis donc Cécile Cukierman et Fabien Roussel.

3 juin Je reçois un mél de mon secrétaire de section : je suis accusé d'avoir recouvert Cécile Cukierman.

Heureusement, j'ai l'habitude de prendre des photos, notamment pour prouver mon travail et décorer mon blog. J'envoie donc l'affichage que j'ai recouvert.

Le ton change : notre secrétaire de section reconnaît que le PCF ne soutient pas Mélenchon, constate que les affiches officielles sur le canton Annecy 4 ne sont toujours pas en place et il est évident que ce type de comportements ne fait que renforcer dans le PCF l'idée que la France Insoumise n'est pas un partenaire fiable.

J'apprends par ailleurs que le PG-FI a organisé un meeting à Cran avec ses têtes de listes départementales et régionales pour la régionale... à Cran-Gevrier !

Suite au mél de recadrage, il y a une accalmie. Les socialistes laissent une affiche de Cécile Cukierman, recouvrent une affiche de Fabien Roussel et une de Cécile Cukierman de leur affiche, d'où le logo PCF a été découpé et recouvrent la dernière affiche de Fabien Roussel par... Cécile Cukierman ! Je décide de laisser une affiche PG et mettre un Roussel.

11 juin, la guerre a repris de plus belle, les socialistes s'acharnant contre Fabien Roussel, notamment en collant une affiche pour la manif du 12 (ces personnes n'y ont manifestement pas été).

13 juin, un accord ?



Fabien Roussel PCF , nous sommes pour ! C'est ce que disent les socialistes de Mélenchon à Cran-Gevrier Annecy (quand on les aide un peu...)

PCF : Roussel écrase Mélenchon



Vote des communistes : pour la candidature PCF, **72,5 %**, contre, 23,15 %



Pourquoi ne m'accordez-vous pas votre main ?

Parce que la galette qu'il y a dedans passerait dans al vôtre où il n'y a qu'un poil !

Au sujet d'une ingérence

La question de la candidature de Pierre Boukhalfa à la liste pour les élections cantonales de Cran-Seynod a été posée aux communistes lors de leur AG le 1^{er} avril dernier, puis au cours de la réunion du Conseil Départemental en avril alors que le secrétaire du PG-FI avait donné sa réponse négative pour la candidature de Pierre, en indiquant que son parti exigeait la candidature d'un autre membre de la section d'Annecy du PCF.

Tel est le problème. Il nous amène à deux réflexions, deux constats :

1) le PG-FI se permet de désigner lui-même le communiste qui lui convient et qui figurera sur la liste commune ! Si ce n'est pas une ingérence... C'est aussi un signe de ce que pourraient être les discussions avec ce parti dans un avenir proche.

2) Le secrétaire de ce parti ne fait aucun cas du fait qu'aucun.e communiste ne s'est opposé.e à ce que Pierre soit candidat dans la liste commune, ni du fait qu'aucun.e n'a exprimé de réserve ni de critique à son égard.

Pierre aurait apporté avec force les moyens importants pour de bons résultats : il habite à Cran, il y milite assidûment depuis longtemps, il défend la cause des travailleur-se-s, de retraité-e-s, des catégories maltraitées, de la jeunesse... Il se bat pour l'existence » du PCF et contre l'abandon des luttes.

Est-ce cela que craint le PG-FI ? Son comportement est de nature à affaiblir le rassemblement populaire autour de la gauche. Dans son courriel, le secrétaire du PG-FI a invoqué l'hostilité irréductible de trois membres du PG-FI, candidat-e-s à la liste. Nous considérons cet argument comme un chantage et un diktat.

L'attitude dominatrice des membres de ce parti, dont aucun.e n'habite le canton, doit être considérée comme la traduction d'un rejet des propositions concrètes que les communistes entendent faire connaître lors de ces élections. Ce sont ces propositions qu'avec l'ensemble des militant-e-s communistes Pierre défend par les moyens qu'il a toujours mis en œuvre, notamment par les contacts vivants avec les habitant-e-s des couches populaires.

Nous appelons les travailleur-se-s, les salarié-e-s, les jeunes, les précaires, les chômeur-se-s, les citoyen-ne-s, à venir renforcer le Parti Communiste Français pour agir en vue de la transformation de la politique ultralibérale de Macron et de son parti, de la droite et de l'extrême-droite.

Ensemble, nous bâtissons une force qui fera face aux dangers.

Réseau En avant le Manifeste du P.C.F.

Contact : gemcran@gmail.com

J'ai ouvert ce matin L'Essor Savoyard et je me suis bien marré lorsque j'ai lu la double page sur les divergences entre François Astorg et Frédérique Lardet. On y apprend (enfin ceux qui n'avaient rien compris jusque là) qu'ils seraient trop "éloignés idéologiquement". Souvenez-vous, cette photo sur le Paquier, où les deux leaders de Réveillons Annecy et d'Annecy Respire nous expliquaient, la main sur le cœur, que cette alliance était une alliance de projets, qu'ils étaient d'accord à 95% sur tout... Aujourd'hui ils ne seraient plus d'accord sur rien...

Je me souviens surtout de ces accusations limite diffamantes à mon encontre et contre ceux de ma liste Les Annéciens d'une partie de la gauche bien-pensante locale qui nous accusait de vouloir faire perdre la "vraie gauche" d'Astorg pour favoriser le centre droit de Rigaut... Je me souviens des calomnies concernant mon prétendu mauvais caractère, mon "incapacité" à partager le pouvoir...

J'ai toujours fait de la Politique sur les idées et les projets. J'ai toujours dit qu'une fusion avec le duo Astorg-Lardet n'était pas possible car nous n'avions pas les mêmes idées... On m'en a dit pire qu'à pendre.

Mais aujourd'hui je suis heureux. Le matin quand j'emmène ma fille chez sa nounou, je regarde les gens dans la rue les yeux dans les yeux. Je regarde les 3004 Annéciennes et Annéciens qui m'ont fait l'honneur de m'élire avec le regard franc et serein. Je n'ai jamais participé des tambouilles politiciennes pour avoir des places. Je ne fais pas d'alliances pour faire tomber un opposant politique, mais pour porter un projet d'avenir. Depuis notre élection nous suivons la même ligne, le même sérieux, la même vision.

Peut-être que je ne serai jamais élu majoritaire à Annecy. Ne dit-on pas que nul n'est prophète en son pays ? Il faut sûrement être né en Région parisienne ou à Meaux pour cela. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel c'est de rester debout, de croire en ses rêves, en ses convictions. De les porter même quand tout semble être contre vous. Encaisser les coups, les calomnies, les insultes, mais le faire non par fierté mais par conviction. Tenir droit parce que le courage est une valeur que mes parents m'ont enseigné. La conviction que ces alliances de circonstance ne participent en rien au renouveau démocratique mais qu'au contraire elles alimentent la défiance légitime des électeurs et sont des aspirateurs à vote RN.

Oui le monde politique est pourri. Et parfois en grattant un peu le vernis on s'en rend compte assez vite... (mais pour cela il faudrait des journalistes qui grattent...) Mais tant qu'il reste quelques irréductibles, quelques citoyens sincères, pour alimenter la lumière de la démocratie, du respect et de la confiance, je serai là. Certes je ne fais pas tout bien, je suis souvent maladroit, impulsif, je n'ai pas de grand talent de communicant, mais ce sont les convictions qui m'animent et l'amour des Annéciens.

Je n'attends aucune excuse de ceux qui hier m'ont trahi avec ma liste si bas et ont porté contre moi des accusations dont je reste froid tellement elles sont absurdes. Le matin je me lève et je me regarde dans la glace, je souris.

De cet épisode je ne tire aucune amertume. J'y suis un peu habitué. Un jour (prochain?) j'en serai lassé. Je souhaiterais simplement que chacun en tirent les enseignements pour l'avenir. Notre territoire est beau, vivant, riche. Ses citoyens méritent des élus honnêtes, sincères, qui agissent. Peut-on me dire ce qui a été fait à Ville d'Annecy depuis un an à part des polémiques sur des pistes cyclables, des parkings, des Mac Do ? On sait aujourd'hui pourquoi il ne se passe rien...

Denis Duperthuy, 27 mai 2021

La Commune de Paris de 1871

Le 18 mars 1871, un fait pourtant banal, provoque un surcroissement de la première révolution prolétarienne, **Thiers veut faire saisir les canons de Paris**. Mais ils ont été financés par le peuple, et le peuple excédé de la capitulation et de la souffrance vécues, refuse qu'on les lui vole.

Les femmes, debout devant les canons, interdisent à Thiers de s'en saisir

La Commune, dont Lissagaray a écrit que son histoire a été « *fabriquée par des escamoteurs* » (Lissagaray – histoire de la Commune de 1871), est gommée de notre histoire officielle, quelques lignes sans objectivité lui sont consacrées. Les Communards sont assimilés à des brigands, à des malades...

Et pourtant, la Commune de Paris est un événement déterminant dans toute notre histoire tant nationale qu'internationale. Elle « représente le bon droit et tous les principes de 1789 à 1794, c'est la reprise du grand mouvement interrompu le 9 thermidor, c'est la consécration sociale du mouvement affirmé en 1789 » (30.04.1871 – Résolution)

Les événements précurseurs :

De 1830 à 1870 on assiste à la montée du prolétariat. Durant le 19^{ème} siècle le capitalisme se développe, deux grandes classes antagonistes sont nées. Conscients de leur exploitation, les prolétaires se soulèvent contre l'oppression, la cruauté, d'où les mouvements révolutionnaires de 1830. 1848, est le premier grand combat entre les deux classes, contre la misère, l'exploitation. Les 24 et 25 juin 1848, le prolétariat est écrasé dans des combats de rues, sanglants (plus de 5000 morts, 25000 personnes arrêtées, 400 déportées en Algérie)

Le 02.12.1851, Louis Napoléon Bonaparte prend le pouvoir par un coup d'état et met en place un régime dit « bonapartiste » qui se caractérise par la prééminence du pouvoir exécutif. Les prolétaires utilisent les grèves (1864 droits de grève) qui sont sauvagement réprimées. Ils créent les caisses de chômage, ils obtiennent le droit de réunion (06.06.1868). La politique intérieure et extérieure de Napoléon (expédition au Mexique) le pousse à ouvrir un conflit avec la Prusse par la dépêche d'Ems. Cette guerre impériale est un véritable échec, le 2 septembre c'est la débandade, la défaite de Sedan, « *à la frontière vivres, canons, fusils, munitions, cartes, souliers manquent, un général télégraphie au ministre -sais pas où sont mes régiments* » -Lissagaray- le 4 novembre 1870 le peuple se soulève « *contre le gré des gens de gauche* » contraint à instaurer un régime républicain. La classe ouvrière s'organise. Le **31.12.1870**, le peuple s'amasse devant l'hôtel de ville en criant « *pas d'armistice ! la guerre à mort ! vive la Commune !* » (Choury). Bismarck bombarde Paris en janvier, le peuple manifeste malgré le froid, la faim, la misère. Le 21.01 ce même peuple ouvre les portes de la prison de Maza et libère des militants. Le 22.01, 2 bataillons s'assemblent devant l'hôtel de ville et sont réprimés ... le gouvernement de Thiers s'allie avec Bismarck contre le mouvement révolutionnaire qui se profile ! Le combat du peuple se poursuit.

Premières réflexions : La classe ouvrière cherche depuis le début du XIX^{ème} siècle à s'organiser et à combattre contre la classe ennemie pour obtenir des droits et des libertés démocratiques. Elle comprend qu'individuellement on ne peut rien qu'il faut construire la résistance.

La classe capitaliste répond chaque fois par la répression brutale, mais ne parvient pas à faire refluer la classe ouvrière

L'organisation de la classe ouvrière : Ayant appris des mouvements révolutionnaires précédents (1830, 1848) La classe ouvrière cherche à s'organiser de façon indépendante, elle construit les comités dans chaque arrondissement de Paris (les comités de 20 arrondissements) et constitue un comi-

té central de la Garde nationale. Ces organes vont devenir des organes de double pouvoir fondés sur des représentants élus, mandatés, révocables. Chaque arrondissement délègue 4 représentants dont l'ensemble forme le **Comité central des 20 arrondissements** chargé de certains pouvoirs, contrôle des mairies par exemple. Ce comité sera le catalyseur de l'action et de la pensée révolutionnaire

Contrôle de l'action

Mise en place d'affiches pour l'élection des municipalités
« *Place au peuple, place à la Commune* »

Liberté de presse de réunion, d'association

Recensement des denrées alimentaires, organisation du rationnement, armement de tout citoyen, envoi de commissaires en province.

« *le moyen d'échapper à la Tyrannie, une barrière infranchissable et de remplacer l'exploitation humaine par la fraternité et la solidarité universelle* » la Commune

C'est donc en s'organisant de façon démocratique que la classe exploitée va surgir dans un mouvement révolutionnaire qui n'a pas eu lieu qu'à Paris, mais à Lyon, à Toulouse, à Marseille, à Grenoble... Mais la classe ouvrière n'a pas un parti organisé et la bourgeoisie (Thiers, aidé par Bismarck qui libère les prisonniers de prison) sait mettre à profit les hésitations des Communards pour préparer un plan d'écrasement de la

La Commune de Paris : Elle va durer 2 mois du 18 mars au 22 mai 1871

Le 18 mars 1871, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase... Thiers veut saisir les canons de Paris. Mais ils ont été financés par le peuple et le peuple, excédé par la capitulation, les souffrances vécues, refuse qu'on les lui vole !

Les femmes, debout devant les canons, interdisent à l'armée de s'en saisir. C'est à 3h du matin que les soldats de la troupe se présentent dans les différents quartiers avec l'ordre de reprendre les canons, ceux qui résistent « *seront passés par les armes sur place* ». Quelques heures plus tard, le gouvernement croit Paris désarmé, il fait placarder les affiches sur les murs.

« *Habitants de Paris, le gouvernement est résolu d'agir. Que les bons citoyens se séparent des mauvais et aident la force publique... les coupables seront livrés à la justice, il faut à tout prix que l'ordre renaisse, entier, immédiat, inaltérable* » Lissagaray

Le plan de Thiers échoue !

La population parisienne s'éveille, les gardes nationaux battent le rappel, les femmes s'interposent entre les canons et les soldats, elles empêchent la levée des armes tout en invectivant les troupes. Les soldats mettent crosse en l'air, arrêtent leur chef hiérarchique, en fusillent 2 Thiers est contraint de s'enfuir à Versailles « *par un escalier dérobé* »

La France n'a plus de gouvernement ! Le peuple est maître de Paris !

Les erreurs mortelles : Hélas les organisations ouvrières à leur balbutiement ne sont pas prêtes à s'emparer du pouvoir vacant. Le comité de la Garde nationale prend timidement le titre de gouvernement provisoire. Il organise des élections pour légaliser sa présence à l'hôtel de ville, mais refuse de marcher sur Versailles « *ces enragés de la légalité* » Lissagaray, négligeant d'arrêter les membres du gouvernement, ne s'empare pas du nerf de la guerre -la Banque de France et négocie avec le gouverneur, sauve le capital or, arme de la bourgeoisie.

Ceci va permettre à la bourgeoisie de reconstituer ses forces à l'aide de Bismarck qui libérera les soldats français, attendus pour les foins en Bretagne.

L'œuvre de la Commune : Paris change de visage, libéré du joug de l'exploiteur, il fête l'avènement de la liberté, plus de prostitués qui ont quitté Paris avec les bourgeois ! viols, attentats, vols disparaissent, Paris devient une ville calme et sûre

« *Les désespérés du mois dernier rayonnaient d'enthousiasme on s'abordait sans se connaître. Paris respire comme au sortir des ténèbres ou d'un grand danger* » Lissagaray

Le programme de la Commune de Paris : beaucoup de mesures ont été intégrés au code du travail par la suite et en 1905 est voté la loi de séparation des Églises et de l'État.

Programme social : des mesures immédiates

- Le 29 mars un décret remet les loyers non payés d'octobre 1870 à avril 1871 (pas moratoires, les loyers ne sont plus redevables)
- La vente des objets déposés au Mont De Piété est suspendue et dégageant des dépôts de moins de 20 frs
- Suspensions des poursuites concernant les échéances non payées

La solidarité :

- Pension versée aux blessés et veuves (600frs) et aux orphelins (365frs) des gardes nationaux tués au combat
- Réquisition des logements vacants au profit des sinistrés des bombardements allemands et versaillais
- Création d'orphelinats

Démocratie et citoyenneté

- Les membres de l'assemblée municipale sont contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion et révocables, comptables et responsables
- Démocratie directe reposant sur une citoyenneté active renouant avec 1793 et le droit à l'insurrection
- Ouverture de la citoyenneté aux étrangers

Travail et démocratie sociale :

- L'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, veut mettre en application cette aspiration du mouvement ouvrier français
- **Réquisition des ateliers** abandonnés de leur propriétaire pour mise en coopérative ouvrière
- **Journée de travail 10 h** et l'encadrement est élu des salariés
- Les bureaux de placement de la main d'œuvre (des négriers) supprimés et remplacés par des bureaux municipaux
- **Le travail de nuit dans les boulangeries est interdit**
- Interdiction des amendes et retenues sur salaire dans les entreprises privées et publiques
- Mise en place d'un cahier des charges avec indication du salaire minimum
- Mise en place de l'autogestion avec un conseil d'entreprise élu tous les 15 jours par l'atelier et un ouvrier chargé de transmettre les réclamations

L'émancipation des femmes : une étape importante dans l'émancipation des femmes

- Création des premiers mouvements féminins de masse, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés
- Réclame le droit au travail, l'égalité des salaires et début d'égalité salariale
- Organise des ateliers autogérés
- Reconnaissance de l'union libre
- Interdiction de la prostitution
- Mettent en application le décret de séparation des Églises et de l'État dans les écoles et les hôpitaux

La presse : la liberté de la presse est affirmée, les journaux anti-communards continuent de paraître, mais le 5 avril ceux qui sont pro-versaillais sont interdits, mais totale liberté pour la fondation d'un journal.

Fonctionnaires :

- Changement d'état d'esprit des agents publics recrutés sous le second empire. Décision d'élire au suffrage universel des fonctionnaires
- Salaire annuel équivalent au salaire d'un ouvrier

Justice :

- Les enfants légitimés sont considérés comme reconnus de droit
- Instauration du mariage libre par consentement mutuel
- Gratuité des actes notariaux
- Le régime des prisons est amélioré, la guillotine est brûlée publiquement le 6 avril, geste symbolique contre la peine de mort. Les communards veulent une justice avec des juges élus, responsables, révocables

Enseignement :

- Veulent l'uniformisation de la formation primaire et professionnelle (2 écoles professionnelles sont ouvertes, fille et garçon)
- Laïcisation de l'enseignement, l'enseignement confessionnel est interdit, les signes religieux sont enlevés des classes
- École gratuite et laïque
- Égalité de traitement entre hommes et femmes enseignants

« Un enseignement laïque, gratuit, obligatoire, tel est le programme dans lequel la révolution doit se renfermer (...) Que chaque enfant de l'un ou l'autre sexe, ayant parcouru le cercle des études primaires, puisse sortir de l'école, atelier possédant les éléments sérieux d'une ou deux professions manuelles ; voilà notre but. Tous nos efforts tendront à atteindre ce résultat, car le dernier mot du progrès humain est renforcé dans le terme simple « Travail de tous pour tous » - Choury

Les cultes : article 1^{er} « L'Église est séparée de l'État » article 2 « le budget des cultes est supprimé » article 3 « les biens dits de mainmorte appartenant aux congrégations sont déclarées propriété nationale » décrétés le 02.04.1871

- La commune rompt avec le concordat de 1802 qui faisait du catholicisme « la religion de la majorité des Français »
- Des religieux sont arrêtés pour divers motifs, l'archevêque de Paris sera fusillé !

« Nous sommes propriétaires des ÉGLISES. Nous vous laissons pendant le jour, mais de 7 heures à minuit, elles seront affectées à des réunions publiques...Ayez soin que les portes soient ouvertes et que l'église soit éclairée » (Choury)

« Affranchissement de la misère par le travail

Le public est prévenu que la municipalité du VIII^{ème} arrondissement prend des mesures pour assurer la satisfaction de tous les besoins urgents de ses administrés (ouverture de cantines pour assurer la subsistance nécessaire)

La misère est une folie qui engendre tous les désordres

Le travail est une richesse qui féconde tous les bons sentiments

Procurer du travail à tous tel est le but que nous nous proposons » La Commune

La terrible répression par l'écrasement de la Commune :

« Je serai impitoyable ! l'expiation sera complète et la justice inflexible » Thiers

Bismarck l'ennemi d'hier devient le collaborateur, il aide Thiers, offre ses services, libère plus de 40 000 soldats prisonniers. L'Église est aux côtés de Thiers, elle fait dire des prières publiques (votées par l'Assemblée nationale) pour attirer les bénédictions divines sur le pays.

Bismarck, Thiers, l'Église unis pour écraser les Communards et même jouir du spectacle : « Je rentre de Paris où j'ai vu de bien terribles spectacles, venez, mon ami, partager notre satisfaction » cite Lissagaray

Du 21 mai au 28 mai 1871, tous les jours, le massacre se poursuit, une à une les barricades tombent et « on ne cessa de tuer que lorsqu'on craignit d'être empoisonné par les cadavres » (Talès)

C'est par dizaine de milliers (30 000 ? 50 000 ? 100 000 ?) que les Parisiens sont assassinés, des milliers réprimés violemment et de déportés comme Louise MICHEL, c'est « l'enfer au grand jour »

Lissagaray cite Thiers « je vous ai dit il y a quelques jours que nous approchions de notre but, aujourd'hui, je suis venu vous dire : nous avons atteint notre but : l'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire »

Conclusion :

De ce grand moment de notre histoire dont nos enfants ne sauront rien si nous ne transmettons pas le message, nous pouvons tirer quelques conclusions :

- Les Communards n'ont pas attendu d'ordre de qui que ce soit, ils ont répondu à une situation devenue insupportable. Ils démontrent que les révolutions ne sont commandées par un parti, mais que c'est le peuple qui se met en mouvement sur le devant de la scène.
- Le moment précis des révolutions n'est inscrit dans aucun livre, agenda, il dépend des événements subjectifs et objectifs
- La Commune est la première révolution prolétarienne, elle démontre qu'un pouvoir ne tombe jamais seul et qu'il faut un minimum d'organisation et quelques règles à respecter sans faiblesse.
- L'ordre fut rétabli par Les prétendus ennemis : Thiers et Bismarck... unis contre les peuples et l'Église.
- Le programme de la Commune peut être le nôtre !

Les Communards n'étaient ni des rêveurs ni des utopistes.

En prenant en main leur propre histoire, ils ont rompu avec l'hypocrisie, l'exploitation, la répression, ils ont payé de leur chair et de leur sang en poursuivant l'objectif de la révolution française...

Ils nous donnent à réfléchir sur notre propre histoire, son déroulement et son devenir surtout après le surgissement des « gilets jaunes »

Eugène Pottier, auteur de l'Internationale écrit

« La Commune est la base de tout état politique. Elle doit être autonome, c'est à dire se gouverner s'administrer elle-même suivant son génie particulier, ses traditions, ses besoins ; exister comme personne morale, conservant dans le groupe politique, national et fédéral, son entière liberté, son caractère propre, sa souveraineté complète, comme l'individu au milieu de la cité (...) »

Elle implique, comme force politique, la République seule compatible avec la liberté et la souveraineté populaire ; la liberté la plus complète de parler, d'écrire, de se réunir et de s'associer, le respect de l'individu et l'inviolabilité de la pensée. La souveraineté du suffrage universel, le principe de l'élection appliquée à tous les fonctionnaires et magistrats, la responsabilité des mandataires et par conséquent leur révocabilité permanente. Le mandat impératif, c'est-à-dire précisant et limitant le pouvoir et la mission du mandataire.

Le 25 mai, une messe est célébrée pour remercier Dieu. Quant à Pie IX, il déclare à une délégation française que « les Communards sont des hommes échappés de l'enfer qui ont promené le feu dans Paris »

Jusqu'en 1873, l'église profitera de cette terrible contre-révolution en érigeant la basilique de Montmartre afin de purifier l'atmosphère envenimé par tant de crimes.

Les crédits pour une érection ont été votés par l'Assemblée nationale.

ILS ONT TUÉ UN OUVRIER

*Sa mort n'a pas fait la une de BFM ou CNews.
Aucun ministre du gouvernement n'ira voir sa famille.*

Et pour cause ! Bary Keita était un ouvrier. Il avait 28 ans. Il était malien. Il vivait et travaillait en France depuis huit ans. Il était sans-papier.

Il est mort le 18 avril après une chute de 5 mètres sur le chantier où il travaillait.

IL N'Y A RIEN DE NATUREL DANS LA MORT DE BARY.

Il est mort à cause des conditions de travail dans le bâtiment qui ont fait 176 victimes en 2019.

Il est mort parce qu'en tant que sans-papiers il était soumis à toutes les pressions supplémentaires que génèrent l'absence de droits et la peur de l'expulsion.

Bary n'est pas un cas isolé. Il y a quelques jours, Ibrahim, du collectif des sans-papiers de Montreuil a aussi eu un accident. Tombé d'un échafaudage il a perdu connaissance. Plutôt que d'appeler les pompiers ou l'emmener à l'hôpital son patron l'a simplement déposé à son foyer.

LA MORT DE BARY EST L'IMAGE DE L'INDÉCENCE ET DE L'HYPOCRISIE CRIMINELLE DU POUVOIR.



Comme de nombreux et nombreuses sans-papiers, Bary faisait partie des « premiers de corvée » célébrés pourtant par Emmanuel Macron. Il a continué de travailler dans la même entreprise en bâtiment cette dernière année en pleine

crise sanitaire. Sans pouvoir bénéficier d'aucune protection et sans logement salubre : Bary vivait dans le hangar où, en l'absence de logement, sont réfugiés les sans-papiers, anciens résidents du foyer expulsé des Baras à Montreuil.

OUVRIER, SANS-PAPIER, BARY N'A PAS EU DROIT À LA MOINDRE RECONNAISSANCE. IL EST MORT.

En cette journée internationale des travailleurs et des travailleuses nous rendons hommage à notre frère Bary Keita. Qu'il repose en paix. Comme nous rendons hommage aux 130 migrantEs mortEs naufragéEs en Méditerranée le 22 avril victimes de la politique de nos gouvernements.

Mais notre hommage est aussi de colère et pour dire notre détermination à nous battre pour faire cesser l'hécatombe. Pour dire, en cette journée de solidarité, ouvrière et internationale, qu'il est temps de riposter, ensemble, pour l'égalité et la justice pour toutes et tous !

RÉGULARISATION DE TOUTES ET TOUS LES SANS-PAPIERS !



MARCHE DES SOLIDARITÉS

[BLOGS.MEDIAPART.FR/MARCHE-DES-SOLIDARITES](https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites) - FB MARCHE DES SOLIDARITÉS

APPEL À SOUSCRIPTION

« OSEZ LA PAIX! »: LE LIVRE DE P.O. POYARD VA BIENTÔT PARAÎTRE: COMMANDEZ-LE!

« J'ai essayé, lors du 1er confinement en 2020, de rédiger une synthèse de dizaines d'ouvrages qui traitent de Paix.. et de guerres. Mon objectif est de présenter, tout d'abord, dans cet ouvrage de 250 pages, l'actualité du combat pour la Paix: les liens sont multiples entre le militaire et la crise écologique; la France est « en guerre », comme l'a dit Monsieur Macron, à plusieurs titres; et l'empire états-unien, qui a dominé la deuxième partie du XXe siècle par une violence inouïe, au nom du capitalisme, prépare de nouvelles guerres contre « le péril rouge... et jaune ».

Mais nous disposons d'un acquis important de conquêtes pacifistes, à partir de la Charte des Nations-Unies, des outils comme « la

culture de la Paix », et de l'ONU (Organisation des Nations-Unies), qui peut être utile, notamment en termes de droit international. Nous pouvons nous engager pour un projet de société pacifiste, internationaliste et humaniste, malgré la propagande et les autres obstacles élaborés par les milliardaires qui profitent des guerres. Grâce à une organisation comme le Mouvement de la Paix, qui porte 70 ans de luttes, nous pouvons cultiver la Paix... à condition de renouveler notre militantisme.

Engagé dans le Mouvement de la Paix (et, en complément, dans d'autres organisations démocratiques qui défendent la Paix), je mets mon travail au service de ce collectif. C'est pour moi ce que signifie

« s'engager »: ce ne peut être que bénévolement, sans profit. Toute recette financière occasionnée par la vente des ouvrages sera reversée à l'organisation. Ce livre, bien qu'œuvre personnelle, est un outil militant. Il ne sera utile que s'il est le support à des discussions publiques, ayant comme finalité l'engagement massif au sein du Mouvement de la Paix, afin de ne pas seulement décrire ou interpréter le monde, mais de participer à le transformer. **Et si on organisait une rencontre dans votre ville? Je suis disponible, volontaire et motivé pour venir discuter de la Paix!** »

Pierre-Olivier Poyard,

pierre-olivier.poyard@wanadoo.fr

06.86.64.44.94

Professeur-animateur d'Education Socio-Culturelle au lycée agricole public de Mirecourt dans les Vosges, Pierre-Olivier POYARD est membre du Conseil National du Mouvement de la Paix, il collabore à plusieurs revues, notamment Planète Paix.



Osez la Paix !

Pierre-Olivier Poyard

La question de l'avenir de l'Humanité est aujourd'hui posée. Les crises économiques, endémiques au système capitaliste, "l'anarchie" de la production industrielle, qui inonde les marchés de produits nuisibles (comme les armes), se doublent d'une crise écologique où c'est l'Humanité en tant qu'espèce qui est menacée. Les guerres, climatiques ou pas encore, et la militarisation, seules solutions envisagées par les élites capitalistes, n'en sont pas. Au contraire, elles redoublent ces crises. Les centaines et centaines de milliards investis pour tuer ou pour fabriquer des engins de mort et de destruction, issus de choix politiques, ne sont pas nécessaires : comme le précise le "Manifeste de Séville", la guerre n'est pas une fatalité de la "nature" humaine. Comme l'homme n'est pas né pour vivre assujéti à une monarchie absolue de droit divin, mais pour exercer sa liberté, sa souveraineté politique, sa rationalité, il n'est pas né pour faire la guerre à ses semblables... Contrairement à ce que nous vend le "complexe militaro-industriel du divertissement", où les assassinats et les massacres sont légion, l'homme est né pour la Paix et la collaboration : le sens du progrès humain est celui d'une coopération toujours plus forte.



Osez la Paix !

Agir contre les guerres aux Peuples et à la Nature,
Cultiver un monde de Paix

Préface de Robert Charvin

Pierre-Olivier Poyard

13€

AU LIEU DE 15€

APPEL À SOUSCRIPTION

VALABLE JUSQU'AU 7 JUILLET 2021

AU SOMMAIRE DE CE LIVRE:

I. La crise écologique et les guerres du XXI^e siècle

1. Réalités de la crise écologique actuelle
2. Le militaire comme solution à cette crise
3. La priorité au militaire pour le profit des milliardaires

II. En France, « nous sommes en guerre »

1. « Nous sommes en guerre » : contre la démocratie
2. « Nous sommes en guerre » : contre le « terrorisme »
3. « Nous sommes en guerre » : coloniale et impériale

III. L'empire états-unien : l'empire du crime

1. Accumulation de crimes, puissance militaire impériale
2. Au nom du criminel capitalisme, de nature impérialiste
3. Les ennemis de l'empire : du « péril rouge » au « péril jaune »

IV. Les Nations-Unies, l'Humanité organisée pour la Paix

1. La Charte des Nations-Unies : une révolution pacifiste ignorée
2. Les Nations-Unies, utiles aux citoyens mobilisés pour la Paix
3. Les impérialistes en lutte contre les Nations-Unies

V. Éduquer à un comportement, à une culture de la Paix

1. La Paix : un besoin humain essentiel
2. D'une culture de la guerre à une culture de la Paix
3. En France, l'État combat la culture de la Paix

VI. S'engager pour la Paix, un projet de société

1. L'engagement pour la Paix, individuel et collectif
2. Un projet de société : démocratie, justice sociale et écologie
3. La nécessité de combattre la propagande de guerre

VII. Le renouveau du Mouvement de la Paix

1. 70 ans de luttes pour l'interdiction des armes nucléaires
2. 70 ans : les raisons du succès du Mouvement de la Paix
3. En avant pour le renouveau du Mouvement de la Paix

Osez le courage de la Paix !

Annexe : Nous rejoindre



Dessin: François Timon

Nom/Prénom:

Adresse:

Tel, Mail:



Je souscris à la publication du livre « Osez la Paix! » et joins un chèque de 13€ (au lieu de 15€, offre promotionnelle valable jusqu'au 7 juillet 2021) à l'ordre du Mouvement de la Paix.

A adresser à:

Vosges pour la Paix / Mouvement de la Paix et ARAC des Vosges

Secrétariat: Pierre-Olivier POYARD,

18 Rue Gemini, 88500 MIRECOURT

Signature:

Nous soutenons le peuple palestinien

Un déluge de feu s'est à nouveau abattu sur les populations palestiniennes civiles, en particulier à Gaza, provoquant des centaines de morts, dont un tiers sont des enfants.

Les exactions des colons en Cisjordanie, à Jérusalem-Est sont protégées. Les expulsions de familles palestiniennes à Sheikh Jarrah, les démolitions de maison à Silwan s'apparentent à du nettoyage ethnique. La police israélienne a arrêté plus de 850 palestiniens dont la majorité sont des mineurs, en une semaine. Les Palestiniens israéliens ne supportent plus la politique discriminatoire menée à leur encontre et soutiennent leurs compatriotes dans les Territoires occupés en 1967.

Ces exactions, provoquant l'horreur légitime de l'opinion mondiale, s'ajoutent aux crimes de guerre antérieurs commis par le gouvernement israélien.

Les grandes puissances internationales ne tiennent pas compte de la responsabilité d'Israël dans la situation actuelle : l'intensification de sa politique d'oppression, de discrimination, de colonisation et d'annexion forcée.

Cette politique, criminelle, est sans issue et porte atteinte à la sécurité de la région y compris de la population israélienne elle-même.

La France s'obstine dans une complicité coupable et nous demandons qu'elle en sorte en condamnant ces crimes et en agissant dans toutes les instances internationales, ONU, Union Européenne, pour sanctionner l'État d'Israël, le contraindre à respecter le Droit International.

Nous, membres du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy créé en 2001, continuerons à soutenir la lutte du peuple palestinien.

Le droit à l'autodétermination du peuple palestinien reste pour nous non négociable

Nous continuerons à exiger des sanctions, la suspension des accords d'association et la traduction devant la justice internationale de tous les criminels de guerre israéliens.

Nous continuerons à manifester notre solidarité avec ce peuple colonisé, massacré et spolié tous les jours.

Le droit de manifester doit être respecté, partout en France, y compris à Paris.

Les bombardements doivent cesser définitivement

La France doit protéger le peuple palestinien

L'impunité d'Israël doit cesser !

Collectif Solidarité Palestine d'Annecy
cspa.74@gmail.com

Qui veut la peau du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy ?

Le 15 mai, les manifestants ont pu entendre la longue intervention du représentant local de l'AFPS mais quand celui du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy a pris le micro, la sono s'est révélée capricieuse...

Lors de la réunion entre organisations du 17 mai, le Collectif Palestine d'Annecy, organisation historique de soutien de la Palestine, a été violemment attaqué par le représentant de l'AFPS au prétexte que ce n'était pas une association et celui-ci demandait au collectif de justifier le nombre de ses adhérents et son activité !!!

Juste avant la réunion du 11 juin du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy, ce représentant envoie un éml à toutes les associations pour signifier que l'AFPS ne veut plus participer au Collectif !

Querelle de boutique ou consigne politique ? De qui ?

Pour sa part, le Collectif Solidarité Palestine d'Annecy continuera son action, les présents et les organisations représentées ou excusées (CGT, PCF, POI, Chaîne Humaine contre les haines...) n'ayant pas l'intention d'abandonner ce nécessaire combat, surtout face à un Nétanyahu d'autant plus enragé dans sa politique d'extrême-droite que les occidentaux sont inertes.

Mouvement contre le racisme
et pour l'amitié entre les peuples



Édito du mois de juin Nous sommes en colère !

Pendant 11 jours de ce mois de mai 2021, un déluge de feu s'est abattu à nouveau sur les populations palestiniennes de Gaza, faisant au moins 232 morts dont un tiers d'enfants. Depuis des années, toutes les initiatives pacifiques de la société civile de Gaza, et notamment les Marches du Retour de 2018-2019, ont été ignorées et noyées dans le sang.

La situation en Palestine occupée s'aggrave de jour en jour, en particulier à Jérusalem-Est occupé où près de 60 000 colons juifs supplémentaires se sont installés depuis vingt ans. Des maisons sont détruites à Silwan. A Sheikh Jarrah, 300 résidents palestiniens sont menacés d'expulsion. Alors que les colons-agresseurs sont protégés par l'armée israélienne, les rassemblements du peuple palestinien sont violemment réprimés.

Les Palestiniens d'Israël, de Jérusalem-Est, de Cisjordanie se sont unis pour dénoncer l'occupation israélienne et protester contre les bombardements meurtriers de Gaza.

Nous sommes en colère !

Nous ne confondons pas le colonisé et le colonisateur, l'occupé et l'occupant, l'agressé et l'agresseur.

Nous sommes en colère contre le gouvernement français et les gouvernements occidentaux qui renvoient dos à dos les parties en conflit et refusent d'exiger du gouvernement israélien qu'il respecte le droit international

Nous sommes accablés par l'hypocrisie et la pusillanimité de "la communauté internationale". Comment les pays occidentaux peuvent-ils encore trouver des excuses et protéger Israël en ne voyant en lui qu'une victime ?

Les agressions militaires et la violence exercée à l'encontre du peuple palestinien, l'annexion rampante de la Cisjordanie, le vidage de Jérusalem-Est de ses habitants palestiniens, l'instauration de l'apartheid doivent être condamnées.

La Cour Pénale Internationale doit poursuivre sa mission d'enquête sur les crimes commis en territoire palestinien occupé depuis juin 2014. De réelles sanctions doivent être prises tant que l'État d'Israël commet des crimes de guerre et bafoue le droit international. Les accords commerciaux, militaires et sécuritaires, notamment l'accord d'association de l'Union européenne avec Israël doivent être suspendus.

Dans l'immédiat, la France peut donner un signal fort en reconnaissant l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

La seule solution pour une paix durable entre Palestiniens et Israéliens passe par la fin du blocus de Gaza, de la colonisation, de la politique d'apartheid, le respect du droit international avec la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale.

Nous appelons toute personne attachée au droit international et aux droits humains universels à se mobiliser pour soutenir le peuple palestinien et les pacifistes israéliens.

Ne pas agir pour imposer les droits des Palestiniens, c'est se condamner à une tragique répétition de l'histoire.

Paris, le 25 mai 2021

Augustin Grosdoy

[Retrouvez ce communiqué de presse sur le site internet du MRAP](#)

Sécurité : le tout répressif, est-ce la solution ?

La manifestation de policiers du 19 mai mais il faut bien le dire aussi, la prise de position du secrétaire national du PCF, ont largement participé à amplifier le débat sur les enjeux de sécurité et de sûreté des populations.

Tout d'abord sécurité ou sûreté et ce n'est pas qu'une question de sémantique, ne signifient pas exactement la même chose. La sûreté représente un ensemble de mesures permettant de se protéger contre les malveillances et qui dit malveillances dit intention de nuire, alors que la sécurité qui, certes dans le discours classique englobe la notion de sûreté, concerne plus particulièrement les risques dont la cause est accidentelle. Dans les faits le mot sécurité est plus souvent employé car à la différence de celui de sûreté, il est beaucoup plus précisé en termes réglementaires. Cela tient au fait que la sûreté concerne un domaine plus diffus, plus fluctuant et plus évolutif reposant sur la complexité des comportements humains mais aussi sur l'affirmation et le respect des libertés publiques fondamentales.

Au cas d'espèce nous avons aujourd'hui plus à faire à une problématique de sûreté qu'à des questions de sécurité. Dès lors il s'agit de nous demander pourquoi de plus en plus de personnes ont l'impression de ne pas vivre en sûreté ; une question éminemment politique et qui peut porter loin. Depuis plusieurs décennies, une crise majeure du système capitaliste dégrade considérablement les conditions de vie et fait monter les pires réflexes. Précarité, chômage, exclusion, ostracisme, stigmatisation de toute sorte, racisme, recul des libertés individuelles et collectives sont l'envers du décor d'une société qui se délite sous la pression des forces du capital. Manques cruels d'accès à l'enseignement et à la formation, à la culture, aux soins, un espoir bouché sur l'avenir pour des millions d'hommes et de femmes jeunes et moins jeunes, ont installé un climat de défiance vis-à-vis de l'autre, de repli sur soi, de peur générant une forte impression de manque de sûreté et/ou d'insécurité.

Malheureusement au lieu d'une réponse sociale, humaine à cette évolution et relevant à bras le corps le défi d'une nouvelle émancipation sociale, les pouvoirs politiques à la solde des intérêts capitalistes se livrent et cela, particulièrement depuis N. Sarkozy, à un jeu trouble sur lequel se nourrissent les idées nauséabondes du clan Le Pen. Demandons-nous par exemple pourquoi la dimension sécuritaire inonde le débat politique alors que c'est justement à ce moment même que des emplois de policiers sont supprimés par milliers, que les services publics disparaissent comme fond la neige au soleil ? Demandons-nous également pourquoi depuis quelques temps et y compris sous F. Hollande, quasiment pas une manifestation syndicale sur des questions d'ordre purement social, n'a échappé à des échauffourées violentes avec la répression policière pour réponse, le mouvement des gilets jaunes ayant constitué une sorte d'apogée momentanée de cette dérive.

Sécurité et sûreté sont des domaines que le pouvoir politique a toujours eu tendance à fortement utiliser pour manipuler le peuple et en instrumentaliser certaines couches, surtout en période où le système doit imposer d'importants reculs sociaux et des libertés fondamentales pour se sauver. Tout est lié !

Le problème le plus important n'est-il pas finalement celui de l'insécurité sociale, du manque de perspectives d'avenir pour soi-même, ses enfants, ses proches ? Pour beaucoup l'inquiétude quotidienne est de savoir ce qu'il y aura à manger demain, quelles études pourront suivre les jeunes et sur quel emploi elles vont déboucher ! Au fond sont ainsi posés la prise en compte et la reconnaissance de l'être humain, son insertion et son rôle dans la société ? C'est pour l'essentiel la non-réponse à ces questions existentielles qui déstabilise les populations, particulièrement celles des quartiers dits sensibles constituant ainsi le terreau de toutes les dérives, de toutes les explosions, de toutes les manœuvres.

Cela est vieux comme le monde ! C'est dans les quartiers, dans les pays défavorisés que des gens plus ou moins bien intentionnés viennent faire leur marché, suivis de près par des

politiques bien-pensants portant au pinacle comme modèle de réussite sociale celui du gagnant, c'est-à-dire de l'argent pour l'argent. C'est donc là qu'on recrute des nerfs, des hommes de mains, des porteurs d'eau. C'est ainsi que fructifient tous les trafics y compris le radicalisme religieux qui se pare en plus de vertus morales. C'est ainsi que des adolescents et de jeunes adultes passent à l'acte jusqu'à devenir incontrôlables. Ma fonction d'élu m'a permis d'avoir accès à des enquêtes sociales et sociologiques sur des quartiers difficiles de ma ville. On pouvait clairement y déceler l'évolution de certains adolescents, voire pré-adolescents. Mais depuis, sur le fond qu'y a-t-il eu vraiment de fait pour enrayer cette tendance ? Rien sinon que la situation générale s'est encore dégradée !

Vouloir résoudre les questions de manque de sûreté et de sentiment d'insécurité globale qui rendent la situation invivable pour nombre de nos concitoyens, sentiment et vécu dont il faut par ailleurs avoir conscience, suppose la mobilisation de moyens considérables mais indispensables. S'il faut bien évidemment punir et sanctionner, il faut aussi une réponse juste et éducative, au risque de la surenchère permanente et de la course sans fin à la sanction. Une approche nouvelle en amont, avec de la prévention est également indispensable. Cela exige des équipes éducatives formées et en nombre suffisant ainsi que de nouveaux moyens pour la police en effectifs, en formation et un contenu de missions articulé autour du triptyque : proximité, prévention et répression.

Mais cela demande également de nouveaux moyens pour la justice. Impossible en effet de définir un nouveau cadre pour l'intervention policière sans traiter de la situation de la justice. La plus importante question posée par la manifestation de policiers du 19 mai n'est-elle pas en creux et en clair aussi, vu certains mots d'ordre portés, le transfert des missions de justice à la police ? C'est une demande récurrente de certains syndicats de police dénonçant le laxisme de la justice. En arrière-plan est une transformation en profondeur des institutions policières et judiciaires de notre pays, une transformation déjà à l'œuvre dans d'autres domaines comme par exemple en matière fiscale la fin de la séparation entre l'ordonnateur et le comptable ou encore la réforme territoriale en préparation. Il s'agit d'une volonté de remodelage global des institutions de notre pays. Le but est de créer un nouveau cadre permettant d'imposer un État de plus en plus autoritaire, outil indispensable aux forces du capital pour imposer leur domination et leur exploitation dans des conditions de d'existence de plus en plus dures pour les gens. C'est un véritable changement de paradigme qui se prépare.

De nouveaux moyens pour la justice, ses missions clairement définies par rapport à celles de la police, c'est aussi permettre des sanctions adaptées et porteuses de sens ainsi que leur suivi en même temps que de prévenir le grave problème des prisons surchargées, devenues criminogènes.

Pour autant, en tout état de cause, police et justice ne pourront régler tous les problèmes de la société sauf à transformer la nation tout entière en univers carcéral. La solution est donc ailleurs. Elle est de s'attaquer de front à la question sociale, c'est-à-dire de mettre en cause la domination du capital. Et la question sociale numéro un c'est : l'emploi, sa sécurisation avec la formation et sa rémunération. Il faut tout autant en finir avec le recul, la désertification des services publics dans les quartiers populaires souvent qualifiés de sensibles mais aussi en zone rurale. Il faut remettre partout du service public, beaucoup de service public : éducation-formation, culture, santé, transports, énergie...

Une autre absence est tout aussi lourde de dangers pour la société c'est le vide de sens qui lui est proposé à part de s'enrichir sur le dos des autres, le voisin, la voisine, de considérer l'autre comme une chose et de rechercher l'argent comme fin et but de toute l'existence. Pourtant notre société est autrement plus riche d'humanité, de créativité et d'émancipation. L'urgence est donc double : d'une part, lutter contre l'insécurité sociale et la précarisation de tous les aspects de la vie et d'autre part apporter une réponse de sûreté immédiate aux populations mises en danger. **Jean-Marc Durand (PCF 26)**

AstraZeneca : l'OMS recommande de poursuivre la vaccination. Pour l'Organisation, il n'existe à ce stade aucune preuve d'un lien direct entre le vaccin AstraZeneca et l'augmentation des cas de thrombose et d'embolie



AstraZeneca : l'OMS recommande de poursuivre la vaccination
Pour l'Organisation mondiale de la santé, il n'existe à ce stade aucune preuve d'un lien direct entre le vaccin AstraZeneca et l'augmentation des cas de ...
@lesechos.fr

8:16 PM · 15 mars 2021 · SocialFlow



Amandine Rebourg @Amandine

C'est marrant quand même: des millions de femmes prennent la pilule avec un risque de thrombose supérieur au risque du vaccin AstraZeneca, ça n'émeut personne. Par contre là, 35 cas sur 11 millions, le monde s'arrête de tourner. Magnifique.

6:56 PM · 16 mars 2021 · Twitter Web App

Un obstacle à franchir

Nous voici confrontés, nous communistes, à une situation politique très particulière, puisqu'il s'agit, dans un temps court, de la mise en œuvre -et de son contraire- d'un processus de décision démocratique concernant la présentation d'un candidat communiste à l'élection présidentielle de 2022, porteur d'une politique de changement radical et d'un projet issu de la réalité de la crise du système capitaliste, projet étayé de propositions concrètes immédiates. Ce processus a donné lieu à une réflexion sérieuse avec session du Conseil National, réunions à la base, Conférence Nationale, vote des communistes. J'en témoigne, nous avons discuté, envoyé nos délégués.

Les conclusions sont irréfutables : les orientations fondamentales font partie de la conviction profonde d'une très forte majorité de communistes de France, y compris en Haute Savoie où je me trouve... Alors que nous voici confrontés, tout à coup, à ce qui ressemble à un renversement de situation, provoqué d'une part par de nombreux actes de violence suivis d'une manifestation de policiers et d'une situation politique fortement marquée par l'extrême-droite sur fond d'exploitation du thème de l'insécurité.

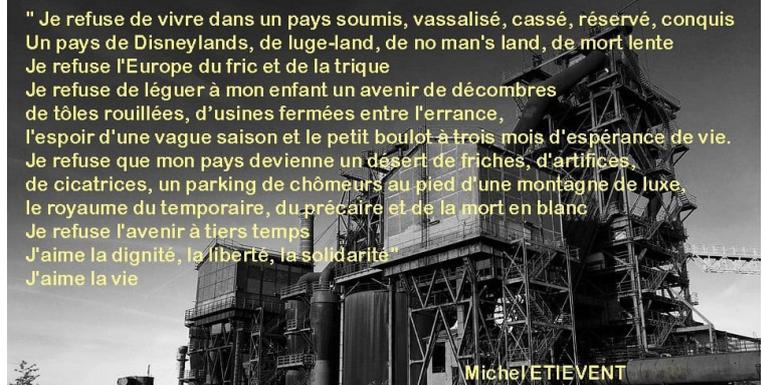
Car l'insécurité est un problème réel qui touche profondément l'opinion et la population de notre pays en ce moment même. Il doit lui être apporté un ensemble de solutions en partant des causes concrètes. D'abord « l'insécurité sociale » et la crise du système capitaliste engendrant un chômage de masse, notamment chez les jeunes et dans les banlieues, par manque d'emploi et de formation. Notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation avec tous les moyens nécessaires vise à résoudre ce grave problème qui plombe notre société. Il s'agit, dans le même temps, de donner à la police à la fois la conception de son rôle et les moyens de le mettre en pratique (formation, emplois...). Nous savons depuis pas mal de temps que ce ne sont pas les objectifs des organisateurs de la manifestation des policiers, des syndicats à la pointe de cette initiative qui sont d'extrême droite et bien connus de nous tous. Ce fait aurait dû dicter au Secrétaire

National de notre Parti, Fabien Roussel, l'idée de ne pas rejoindre une telle manifestation.

Il est certain que nous devons développer nos explications sur le problème de l'insécurité, comme l'ont déjà fait nombre de nos camarades sur divers sites ainsi qu'au Conseil National. Ne perdons pas de vue l'ensemble de nos orientations, dans le cadre de la campagne nationale pour l'élection présidentielle. Il s'agit de faire échec à la tentative médiatique de diversion actuelle dont le but consiste à brouiller les idées en empêchant le débat sur la crise, sur les responsabilités, sur les solutions radicales.

Si possible, j'y reviendrai.

Roland Farré



" Je refuse de vivre dans un pays soumis, vassalisé, cassé, réservé, conquis
Un pays de Disneylands, de luge-land, de no man's land, de mort lente
Je refuse l'Europe du fric et de la trique
Je refuse de léguer à mon enfant un avenir de décombres
de tôles rouillées, d'usines fermées entre l'errance,
l'espoir d'une vague saison et le petit boulot à trois mois d'espérance de vie.
Je refuse que mon pays devienne un désert de friches, d'artifices,
de cicatrices, un parking de chômeurs au pied d'une montagne de luxe,
le royaume du temporaire, du précaire et de la mort en blanc
Je refuse l'avenir à tiers temps
J'aime la dignité, la liberté, la solidarité"
J'aime la vie

Tout finit par une chanson

Qui a tout ce qu'il elle veut ne peut pas comprendre ce que ressent une personne qui est toujours rejetée, malgré ses efforts, malgré sa bonne volonté. Ces gens sont d'autant plus durs envers les autres que leur vie est douce.

D'après "Behind Blue Eyes" The Who puis Limp Bizkit

Personne n'sait ce que c'est d'être le mauvais
D'être le pauvre. Brun aux yeux noirs !
Et personne n'sait ce que c'est d'être haï
D'être décrit comme celui qui ment

Mais mes rêves ne sont pas si vides
Que ma conscience qu'ils décrivent
Je passe des heures, seulement seul,
Rêve d'amour, vengeance qui n'est pas libre

Personne n'sait ce que c'est que ces sentiments
Que j'ressens. Je vous en blâme
Personne n'frappe si dur sur leur fureur
Ma douleur, mon malheur n'se voient pas
Mais mes rêves ne sont pas si vides
Que ma conscience qu'ils décrivent
Je passe des heures, seulement seul,
Rêve d'amour, vengeance qui n'est pas libre

Découvrez, B.O.U. ... euh, dites-le
Découvrez,

Personne n'sait ce que c'est d'être maltraité
Et toujours défait. Brun aux yeux noirs !
Personne n'sait ce comment dire ils sont tristes
Et pas d'souci, Moi, je ne mens pas

Mais mes rêves ne sont pas si vides
Que ma conscience qu'ils décrivent
Je passe des heures, seulement seul,
Rêve d'amour, vengeance qui n'est pas libre

Personne n'sait ce que c'est d'être le mauvais
D'être le pauvre brun aux yeux noirs !

« Quelques grammes en moins et on est anorexique ; quelques grammes en plus et on est enceinte. C'est dur d'incarner l'épanouissement. »
Mona Chollet, journaliste et essayiste

Cactus

Les puissants ne pourront pas s'asseoir dessus

PINOCCHIO

« Vous connaissez Ramzy ? Ce marxiste et philosophe italien du XX^e... »

PHILIPPE BALLARD, l'ancien de LCI et chef de file du RN à Paris pour les élections régionales, confond Antonio Gramsci avec Ramzy Bedia, l'acteur qu'il a sûrement apprécié dans des films comme *Halal police d'État*, *Beur sur la ville*, ou encore *Il reste du jambon ?*

CACTUS 40

BUFFETT, L'INCALCULABLE

La Bourse de New York a interrompu la cotation des actions Berkshire Hathaway (BH), le conglomérat du milliardaire Warren Buffett. En cause, ni délit d'initié ni résultats en baisse. Ce serait même le contraire : le cours de l'action BH a tellement grimpé qu'il a tout simplement fini par dépasser les capacités de calcul des ordinateurs du Nasdaq. Techniquement, ceux-ci ne peuvent en effet enregistrer un cours supérieur à 429 496,72 dollars. Or, celui de Berkshire Hathaway vient de pulvériser la barre des 430 000 dollars, faisant ainsi de Buffett un homme à la richesse littéralement... incalculable.

MEDIATOC

MÉPRIS

La levée des brevets ? Le quotidien *l'Opinion* s'y oppose résolument. Dans son éditorial, Olivier Auguste expliquait hier, avec une belle dose de mépris, que « produire des vaccins à ARN messenger, quoiqu'il imagine François Ruffin, est plus complexe que de se servir d'une boîte de Petit Biologiste reçue à Noël ». Sans compter que cette démarche détournerait les capitaux de la recherche, ce que ne peut pas comprendre « la France, pays qui n'aime pas l'argent, et encore moins celui gagné avec la santé des gens ». Les laboratoires comme héros de la pandémie, il fallait oser...

DÉPENSES

Sous la plume de Stéphane Dupont, les *Échos* brossent le tableau d'une gauche « aujourd'hui faible et divisée ». Le journal patronal insiste : « Les idées nouvelles manquent cruellement, alors que la dépense publique n'a jamais été aussi élevée dans le pays en raison de la crise sanitaire. » Reste à savoir ce que le niveau de la « dépense publique » fait dans l'aventure. Sauf à lire entre les lignes qu'il n'y a point de salut hors d'un libéralisme absolu ?

Ça pique ! par Babouse

BELICISTE, ESCLAVAGISTE, CRIMINEL DE GUERRE, MÉGALO, IMPÉRIALISTE, ...



ILS N'ONT PAS HONTE !

Les sombres modèles de France Police

« C'est pas avec des larmes qu'on mène une guerre. » L'affirmation a le mérite de clarifier l'objectif visé derrière la lettre ouverte du syndicat France Police à Emmanuel Macron. Instrumentalisant les drames de Rambouillet et d'Avignon, cette organisation ultraminoritaire (3,12 % des voix aux élections professionnelles) demande au chef de l'État de « ne pas abandonner définitivement notre nation aux mains des trafiquants », réussissant l'exploit de doubler sur la droite des syndicats comme Alliance. Et pour cause, dénonçant « la police bashing permanent orchestré par les médias et les peuples », France Police invite le président à prendre exemple sur ses homologues d'extrême droite au Brésil et aux Philippines en matière de lutte contre le narcoterrorisme, en procédant « au bouclage des 600 territoires perdus de la République ». La référence guerrière est poussée jusqu'à son paroxysme en exigeant l'instauration de check-points par l'armée

LE SYNDICAT DEMANDE À EMMANUEL MACRON D'APPLIQUER LES MÉTHODES DE BOLSONARO ET DE DUTERTE DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES.

à l'entrée des quartiers dits perdus, « sur le modèle israélien de séparation mis en place avec les territoires palestiniens ». Plus encore, ce syndicat encourage l'utilisation de l'article 49-3 pour réformer le droit à la légitime défense, afin de permettre aux forces de police « d'ouvrir le feu dès lors qu'un fuyard n'obtempère pas ou qu'elles sont l'objet de tirs de mortier ». La pression des syndicats de police sur l'exécutif se durcit. Face à l'émoi suscité par la mort d'un policier à Avignon, le 5 mai, Jean Castex les a reçus, lundi 10 mai, à Matignon. En amont, le premier ministre avait annoncé une enveloppe de 10 millions d'euros supplémentaires pour « renforcer la sécurité des commissariats de police », ainsi que la généralisation des caméras piétons individuelles d'ici à l'été. L'ensemble des organisations syndicales de police appellent à une « marche citoyenne », le 19 mai, à Paris, soit deux jours après la reprise du Beauvau de la sécurité. ●

NAÏM SAKHI

BLING-BLING

La moins chère des Bugatti, 250 000 euros, possède bien quatre roulettes, mais c'est une table de billard. Son stabilisateur gyroscopique permet de l'installer... sur un yacht. Essentiel.

Le billet de Maurice Ulrich

Aplomb



« Joe Biden ne manque pas d'aplomb. » La demande de levée des brevets sur les vaccins, nous explique un sagace journaliste de la presse économique à qui on ne la fait pas,

est un joli coup politique, mais ne soyons pas dupes, dit-il, « il y a beaucoup d'opportunisme chez le bon Samaritain de Washington ». OK. À choisir, on préfère cet opportunisme-là à celui des PDG des grands laboratoires dont la fortune, comme chez Moderna, a été multipliée par six en un an. Sauf que, nous enseigne encore le brillant analyste, lever les brevets, cela ne sert à rien et ce serait même contre-productif, car, il faut suivre, la capacité d'innovation des laboratoires « se nourrit des aides publiques (elles ont été massives pour accélérer le développement des vaccins), mais surtout de la protection des innovations qui assure le financement de la recherche ». En d'autres termes, ça semble vouloir dire que les aides publiques financent l'innovation, qui doit rester privée pour financer la recherche... Si quelqu'un comprend mieux, on prend. ●

AMBROISE CROIZAT MÉRITE D'ENTRER AU PANTHÉON

À l'initiative de *l'Humanité*, élus, syndicalistes et intellectuels interpellent Emmanuel Macron afin que le bâtisseur de la Sécurité sociale fasse son entrée dans le monument dédié « aux grands hommes ».



Signez l'appel et faites-le signer sur notre site. 📄

www.humanite.fr/ambroise-croizat-au-pantheon

Face à tous les gros média du système Macron-Le Pen, il ne reste qu'un seul quotidien de gauche. Il faut le soutenir ! Versement sur internet : <https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

N'écoutez plus les perroquets de la pensée unique ! **Lisez :**

Le gALopin

